

**BANQUE DES ETATS  
DE  
L'AFRIQUE CENTRALE**

**COMITE NATIONAL ECONOMIQUE ET FINANCIER  
DE LA  
REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE**  
\*\*\*\*\*

**Session de Décembre 2021**



**RAPPORT DE CONJONCTURE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 30  
SEPTEMBRE 2021 ET PERSPECTIVES A COURT ET MOYEN  
TERMES**

**SOMMAIRE**

<b>VUE D'ENSEMBLE .....</b>	<b>3</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL .....</b>	<b>5</b>
<i>Conjoncture économique internationale .....</i>	<i>5</i>
<i>Marchés des produits de base .....</i>	<i>7</i>
<i>Conditions Monétaires et Financières .....</i>	<i>7</i>
<i>Marchés des changes.....</i>	<i>9</i>
<b>II. EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 30 SEPTEMBRE 2021.....</b>	<b>11</b>
A. <i>Secteur réel et prix.....</i>	<i>13</i>
B. <i>Finances publiques .....</i>	<i>25</i>
C. <i>Secteur extérieur.....</i>	<i>27</i>
D. <i>Evolution des agrégats monétaires.....</i>	<i>28</i>
E. <i>Situation comptable de la banque centrale .....</i>	<i>29</i>
F. <i>Situation bancaire.....</i>	<i>31</i>
G. <i>Evolution du marché monétaire et titres publics.....</i>	<i>33</i>
<b>III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EQUATORIALE A COURT ET MOYEN TERMES (2022-2024) .....</b>	<b>36</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>38</b>

## VUE D'ENSEMBLE

### *Environnement économique international*

Selon les Perspectives de l'économie mondiale mises à jour en octobre 2021 par le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale repartirait à 5,9 % en 2021, après une récession de 3,1 % en 2020, pour revenir ensuite à 4,9 % en 2022.

Le regain d'activité en 2021 s'expliquerait par : i) un élargissement de la couverture vaccinale à l'échelle mondiale, ii) une consolidation des mesures de soutien budgétaire dans plusieurs pays, et iii) la prolongation des politiques monétaires accommodantes destinées à favoriser des conditions monétaires propices. Toutefois, l'apparition de plusieurs variants de la COVID-19 dans le monde pourrait compromettre ces perspectives.

Par espace géographique, le taux de croissance réel de l'activité pour les économies avancées devrait rebondir à 5,2 %, après s'être contracté à -4,5 % en 2020, et progresserait de 4,5 % en 2022. Pour les pays émergents et en développement, le PIB réel se fixerait à 6,4 % en 2021 et à 5,1 % en 2022 contre 2,1 % en 2020. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance du PIB réel remonterait à 3,7 % en 2021 et à 3,8 % en 2022, contre -1,7 % en 2020.

Le volume des échanges commerciaux repartirait à 9,7 % en 2021, après avoir chuté de 8,2 % en 2020, puis se tasserait à 6,7 % en 2022. Cette dynamique s'expliquerait par le relâchement des mesures prises en 2020 dans le cadre de la lutte contre la pandémie. Le secteur des services (le tourisme transfrontalier et les voyages d'affaires) serait le plus affecté par ces restrictions. Néanmoins, il devrait reprendre à un rythme plus lent comparé à celui du transport des marchandises.

S'agissant des prix, dans les pays avancés, l'inflation remonterait à 2,8 % en 2021, contre 0,7 % en 2020, et se situerait autour de 2,3 % en 2022. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation s'établirait à 5,5 % en 2021 et à 4,9 % en 2022, contre une inflation de 5,1 % enregistrée en 2020.

Sur le plan régional, les économies de la CEMAC devraient poursuivre le rebond amorcé au premier trimestre 2021, malgré la persistance de la crise sanitaire. Dans le même temps, le niveau général des prix dans la CEMAC a maintenu sa tendance haussière. L'inflation en moyenne annuelle s'est hissée à 2,1 % à fin juin 2021, contre 1,6 % un an plus tôt.

Pour l'année 2021, les services de la BEAC tablent sur : i) une amélioration du taux de croissance du PIB réel pour la CEMAC de 1,6 %, ii) une atténuation des tensions inflationnistes à 2,0 % iii) une diminution du déficit du solde budgétaire base engagements, dons compris, de 1,7 % du PIB, et iv) une baisse du déficit du compte courant à 3,6 % du PIB.

Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire croîtrait de 11,5 % et les avoirs extérieurs nets chuteraient de 21,4 %. Ainsi, le taux de couverture extérieure de la monnaie passerait à 64,8 % en 2021 et les réserves de change remonteraient à 3,71 mois d'importations de biens et services à fin décembre 2021.

A moyen terme, la reprise économique amorcée en 2021 devrait se poursuivre entre 2022 et 2024. Ainsi, le taux de croissance réel de l'activité de la CEMAC se situerait à 3,3 % en 2022, à 2,4 % 2023 et à 3,0 % en 2024.

### *Conjoncture économique nationale*

Après huit années consécutives de récession, l'activité économique, financière et monétaire de la Guinée Equatoriale devrait afficher une croissance positive en 2021 soutenue, notamment, par des bonnes performances du secteur pétrolier, du fait de la mise en service du projet de gaz *backfilling*, qui consiste à transporter du gaz additionnel du champs pétrolier Alen vers le complexe pétrolier Alba. Cependant, l'optimisme affiché en début d'année a dû être légèrement revu à la baisse, suite à la contreperformance du secteur pétrolier au 30 septembre 2021. Cela dit, le secteur non pétrolier poursuivrait son processus de normalisation, malgré les incertitudes entourant l'évolution de la pandémie de la COVID-19 suite à l'assouplissement des mesures restrictives et la progression positive de la campagne de vaccination.

En effet, la croissance économique initialement prévue de 2,0% en 2021 a été révisée à 1,6%, contre une croissance révisée de -4,8% en 2020.

La gestion des finances publiques au 30 juin 2021 s'est soldée par un **excédent budgétaire** de 89,2 milliards de FCFA, contre un **déficit budgétaire** de 39,2 milliards de FCFA au 30 juin 2020.

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit des transactions courantes, dons officiels inclus, se contracterait de -3,7% du PIB en 2021, contre -4,3% du PIB en 2020.

### *Perspectives économiques à court et moyen termes (2022-2024)*

Les perspectives de l'économie équato-guinéenne pour la période 2022-2024 seraient caractérisées par les contreperformances du secteur pétrolier et la bonne tenue du secteur non pétrolier. En effet, le recul des activités extractives du pétrole l'emporterait sur la dynamique des activités gazières qui devraient décroître qu'à partir de l'année 2023. Le secteur non pétrolier renouerait avec une croissance positive sur la période sous revue. Ainsi, les projections à moyen terme révisées par les services de la BEAC tableraient sur un taux de croissance du PIB réel de 1,6% en 2022, de -2,3% en 2023 et de -2,5% en 2024.

# I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL

## CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Selon le Fonds Monétaire International (FMI)<sup>1</sup>, les prévisions de croissance de l'économie mondiale, repartirait à 5,9 % en 2021, après une récession de 3,1% en 2020, pour revenir à 4,9 % 2022.

Le regain d'activité en 2021 s'expliquerait par : *i*) l'élargissement de la couverture vaccinale à l'échelle mondiale, *ii*) la consolidation des mesures de soutien budgétaire dans plusieurs pays, et *iii*) la prolongation des politiques monétaires accommodantes destinées à favoriser des conditions monétaires propices à la reprise de l'activité. Toutefois, l'apparition de plusieurs variants de la COVID-19 dans le monde pourrait compromettre ces perspectives.

S'agissant des **pays avancés**, selon la Réserve Fédérale Américaine, aux *États-Unis*, la croissance du PIB se situerait à 6,0 % en 2021, contre -3,4 % en 2020. Pour la *Zone euro*, le taux de croissance s'établirait à 5,0% contre -6,3 % en 2020.

Dans les **principales économies émergentes et en développement**, la croissance du PIB de la *Chine* s'établirait à 8,0% en 2021, après une croissance de 2,3% en 2020. En *Inde*, la croissance passerait à 9,5% en 2021, après une décroissance de 7,3% en 2020.

En **Afrique Subsaharienne**, la croissance de *l'Afrique du Sud*, progresserait à 5,0% en 2021 contre -6,4% en 2020. Au *Nigeria* la croissance serait de 2,6% en 2021, après une décroissance de 1,8% en 2020. En ce qui concerne la zone *CEMAC*, la croissance serait de 1,6% contre -1,7% en 2020.

**Au niveau des conditions monétaires et financières**, afin de limiter les répercussions négatives de la pandémie de coronavirus, la majorité des banques centrales des pays avancés, émergents et de l'Afrique subsaharienne ont prolongé leur politique monétaire accommodante. Néanmoins, l'élargissement de la couverture vaccinale devrait éclaircir les horizons et réduire l'incertitude.

---

<sup>1</sup> Perspectives Economiques Mondiales, mises à jour d'avril 2021

**Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international (2020-2022)**

INDICATEURS <sup>2</sup> (en %, sauf indication contraire)	2020	2021	2022
Taux de croissance			
Economie mondiale	-3,1	5,9	4,9
Pays avancés	-4,5	5,2	4,5
Etats-Unis	-3,4	6,0	5,2
Japon	-4,6	2,4	3,2
Canada	-5,3	5,7	4,9
Royaume-Uni	-9,8	6,8	5,0
Zone Euro	-6,3	5,0	4,3
Allemagne	-4,6	3,1	4,6
France	-8,0	6,3	3,9
Italie	-8,9	5,8	4,2
Espagne	-10,8	5,7	4,9
Afrique Sub-saharienne	-1,7	3,7	3,8
Nigéria	-1,8	2,6	2,7
Afrique du Sud	-6,4	5,0	2,2
CEMAC	-1,7	1,6	3,3
Pays émergents et en développement	-2,1	6,4	5,1
Pays émergents et en développement d'Asie	-0,8	7,2	6,3
Chine	2,3	8,0	5,6
Inde	-7,3	9,5	8,5
Pays émergents et en développement d'Europe	-2,0	6,0	3,6
Russie	-3,0	4,7	2,9
Taux de croissance du commerce mondial	-8,2	9,7	6,7
Taux d'inflation			
Pays avancés	0,7	2,8	2,3
Pays émergents et en développement	5,1	5,5	4,9

Sur le plan régional, les économies de la CEMAC devraient poursuivre le rebond amorcé au premier trimestre 2021, malgré la persistance de la crise sanitaire. En effet, l'Indicateur Composite des Activités Economiques (ICAE) de la CEMAC a bondi de 8,0 % en glissement annuel à fin juin 2021, contre -5,9 % un an auparavant, correspondant à une hausse du PIB réel trimestriel de la CEMAC de 3,9 %, contre -4,0 % un an auparavant. En revanche, il a maintenu une dynamique défavorable en variation trimestrielle, reflétée par une nouvelle baisse de 0,1 % à fin juin 2021.

Dans le même temps, le niveau général des prix dans la CEMAC a maintenu sa tendance haussière. L'inflation en moyenne annuelle s'est hissée à 2,1 % à fin juin 2021, contre 1,6 % un an plus tôt. En glissement annuel, le taux d'inflation est revenu de 2,2 % à fin juin 2020 à 1,6 % un an plus tard.

<sup>2</sup> Taux de croissance annuel.

Pour l'année 2021, les services de la BEAC tablent sur : i) un taux de croissance du PIB réel de la Zone CEMAC de +1,6 % contre - 1,7 % en 2020, résultant de la dynamique des activités dans le secteur hors-pétrole, ii) une atténuation des tensions inflationnistes à 2,0 % en 2021, contre 2,4 % un an plus tôt, iii) une diminution du déficit du solde budgétaire base engagements, dons compris, de 2,0 % du PIB en 2020 à 1,7 % du PIB en 2021, et iv) une baisse du déficit du compte courant à 3,6 % du PIB contre 4,8 % du PIB un an plus tôt. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire croîtrait de 11,5 % en 2021 contre 11,1 % douze mois plus tôt et les avoirs extérieurs nets chuteraient de 21,4 % après -31,3 % en 2020. Le taux de couverture extérieure de la monnaie passerait de 63,6 % en 2020 à 64,8 % en 2021 et les réserves de change remonteraient à 3,71 mois d'importations de biens et services à fin décembre 2021, contre 3,66 mois en 2020.

A moyen terme, la reprise économique amorcée en 2021 devrait se poursuivre entre 2022 et 2024, dans un contexte de recul de l'incertitude au niveau mondial grâce aux avancées de la vaccination contre la COVID-19, associé aux gains à tirer des réformes structurelles engagées dans le cadre du PREF-CEMAC et des programmes de seconde génération avec le FMI. Ainsi, le taux de croissance réel de l'activité de la CEMAC se situerait à 3,3 % en 2022, à 2,4 % 2023 et à 3,0 % en 2024, grâce principalement aux performances du secteur non pétrolier. Néanmoins, la production effective se maintiendrait toujours en dessous de la production potentielle tout en s'améliorant à moyen terme, malgré la rupture de tendance observée en 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19.

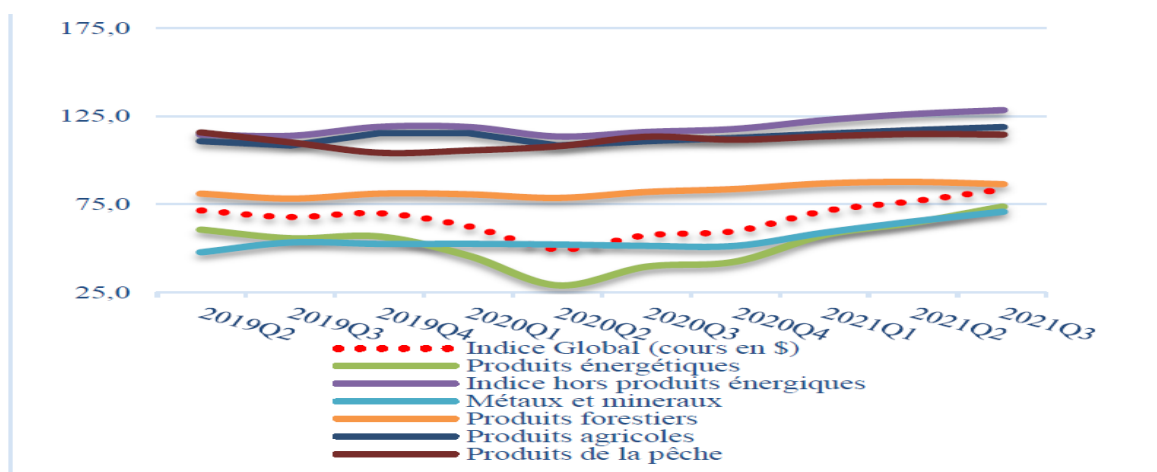
## **MARCHES DES PRODUITS DE BASE**

De manière générale, l'indice global s'est accru de 8,7 %, au troisième trimestre 2021, après une hausse de 7,8 % au deuxième trimestre 2021, en raison du renchérissement des cours du baril de pétrole brut sur les marchés internationaux.

En ce qui concerne les produits énergétiques, au troisième trimestre 2021, ils ont enregistré une hausse de leurs cours de l'ordre de 14,1 %, contre 12,2 % au trimestre passé. Par conséquent, leur indice des prix est passé de 64,6 au trimestre passé à 73,7 au troisième trimestre 2021. En effet, les cours du pétrole, principal produit d'exportation de la CEMAC, sont passés de 67,1 \$/baril au deuxième trimestre à 71,7 \$/baril au troisième trimestre 2021.

S'agissant des produits non énergétiques, leur évolution s'explique par les mouvements des cours des métaux et minerais (8,4 % au troisième trimestre 2021 contre 10,8 % au deuxième trimestre 2021), des produits agricoles (1,3 % entre le deuxième et troisième trimestre 2021) et ceux des produits forestiers (-1,4 % entre le deuxième et troisième trimestre 2021).

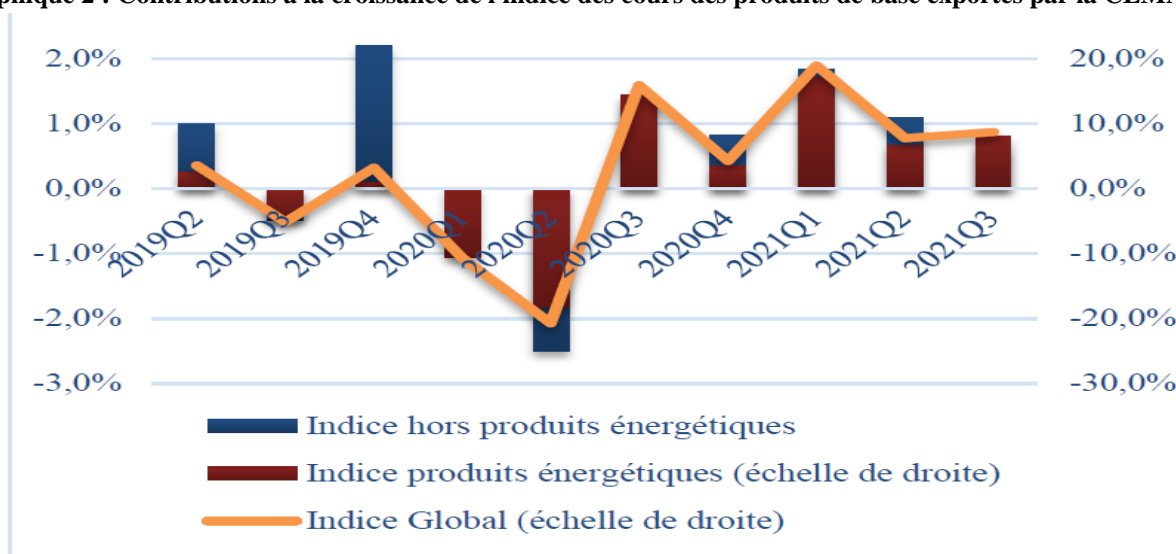
**Graphique 1 : Indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC**



Source : BEAC

En terme de contribution à la croissance, la dynamique de l'indice global des cours des produits de base a été largement portée par l'indice des prix des produits énergétiques (92,6 %), l'indice des prix des produits non énergétiques ayant contribué à hauteur de 7,4 %, grâce aux produits agricoles (4,7 %) et des métaux et minéraux (4,1%).

**Graphique 2 : Contributions à la croissance de l'indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC**



Source : BEAC

## CONDITIONS MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES

Les effets négatifs de la crise sanitaire de la Covid-19 étant encore présents, la majorité des banques centrales ont poursuivi leur politique monétaire accommodante.

En Chine, lors de la session du 06 septembre 2021, le Comité de Politique Monétaire de la Banque Populaire de Chine (PBoC) a poursuivi sa politique monétaire prudente, en conservant son taux de référence à un an des prêts bancaires à 3,85 % et son taux de référence à cinq ans à 4,65 %.

Aux Etats –Unis, le Comité de Politique Monétaire de la Fed (Federal Open Market Committee), réuni le 28 juillet 2021, a décidé de conserver ses taux directeurs (fed funds) dans la fourchette 0,00 % - 0,25 %. La Fed, la Réserve fédérale américaine, prévoit de maintenir cette politique au moins jusqu'à ce qu'elle atteigne ses objectifs de plein emploi et d'inflation.

Au Canada, le Comité de Politique Monétaire de la Banque du Canada (BdC), réuni le 09 septembre 2021 a décidé de maintenir son taux cible du financement à un jour à 0,25 %, soit sa valeur plancher, le taux officiel d'escompte à 0,50 % et le taux de rémunération des dépôts à 0,25 %. Elle a également décidé de garder le rythme cible des achats au titre du programme d'assouplissement quantitatif à 2 milliards de dollars par semaine.

Pour les autres économies avancées, la Banque Centrale du Japon réuni le 15 et 16 juillet 2021 a décidé de maintenir aussi bien son taux de dépôt à court terme à -0,1% que les rendements à 10 des obligations du Gouvernement au tour de 0,0%. S'agissant de la Banque d'Angleterre, en sa réunion de Politique Monétaire du 04 Août, elle a décidé de maintenir son taux directeur à 0,10% et de poursuivre son programme d'achat d'obligations d'Etat de 100 milliards de livre sterling.

En Afrique subsaharienne, la plupart des banques centrales ont poursuivi l'orientation accommodante de leurs politiques monétaires. Ainsi, la Banque Centrale d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a maintenu ses taux inchangés. Toutefois, en Afrique du Sud, la *South African Reserve Bank* (SARB) a maintenu son taux directeur à 3,5%.

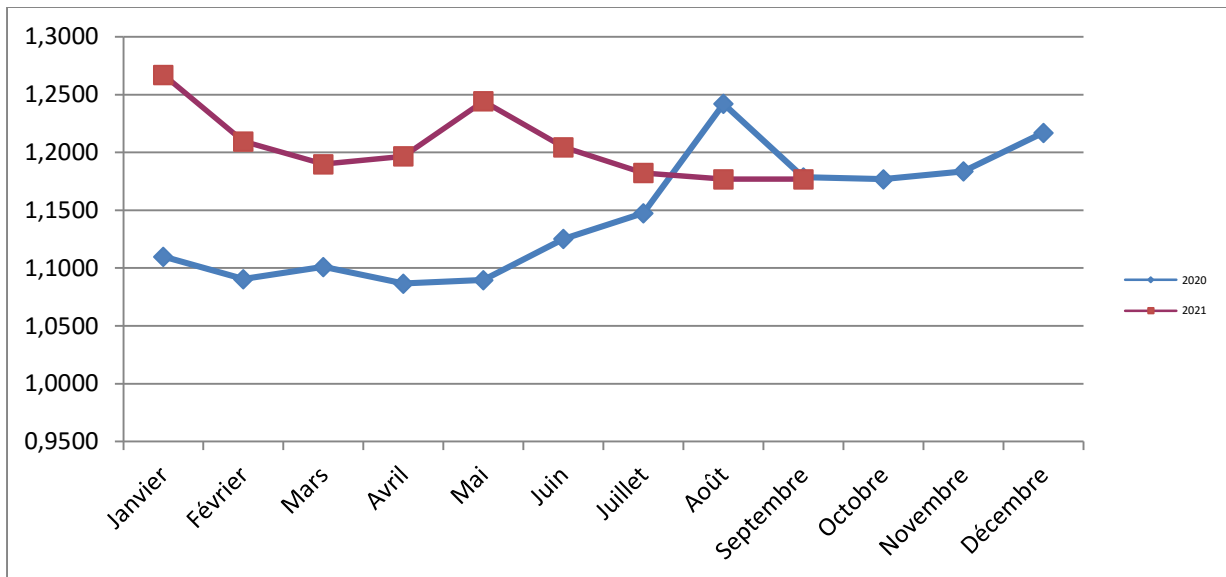
Le Nigeria s'est réuni le 26 et 27 juillet 2021, et le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir son principal taux directeur à 11,5% et son coefficient de réserve obligatoire à 27,5%.

En zone Euro, à l'issue de sa réunion du 09 septembre 2021, le Conseil des Gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE), a décidé de maintenir l'orientation très accommodante de sa politique monétaire en reconduisant ses taux directeurs. Le taux de refinancement est ainsi resté fixé à zéro, le taux de la facilité de dépôt à -0,5 % et le taux de facilité de prêt marginal à 0,25 %.

## MARCHE DES CHANGES

Sur le *marché de changes*, globalement, l'euro s'est apprécié par rapport aux principales monnaies au cours des mois précédents, en raison du retour de la confiance des investisseurs dans la Zone euro, consécutive à l'élargissement de la couverture vaccinale contre le coronavirus. En effet, depuis le début de l'année 2021, l'euro s'est apprécié vis-à-vis du dollar en moyenne de 6,7%.

**Graphique 3 : Évolution du cours de l'euro par rapport au dollar US en moyenne mensuelle**



*Source : Banque de France*

## II. EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 30 SEPTEMBRE 2021

Après huit années consécutives de récession, la Guinée Equatoriale devrait enregistrer un regain d'activité en 2021, tant dans le secteur pétrolier que le non pétrolier. En effet, l'année 2021 a ainsi été baptisée d'année gazière, en raison des très bonnes performances attendues et observées dans la production et les exportations de gaz, en particulier du LNG. Cependant, la persistance de la crise sanitaire suite à l'apparition de nouveaux variants du virus au cours des derniers mois marqueraient l'évolution du secteur non pétrolier.

En effet, le taux de croissance du PIB, mis à jour au 30 septembre 2021, devrait se situer à 1,6% face à 2,0% initialement prévue au début de l'année, contre une croissance révisée de -4,8% en 2020.

Ainsi, en 2021, les principales hypothèses retenues pour l'évaluation de l'activité économique nationale seraient :

- *Au plan externe, :* *i)* la hausse des cours du pétrole brut équato-guinéen de 65,1% (37,5 dollar/baril en 2020 à 61,9 dollars/baril en 2021), et du gaz de 65,1% (178,5 dollar/tonne en 2020 à 294,7 dollar/tonne en 2021) ; *ii)* une dépréciation du dollar par rapport au FCFA de -4,4% (574,8 FCFA/\$ en 2020 à 549,2 FCFA/\$ en 2021) *iii)* et une appréciation des termes de l'échange de 52,0% ;
  
- *Au plan interne, :* *i)* la diminution de la production du pétrole brut de 12,1% (6,3 millions de tonnes en 2021 contre 7,1 millions de tonnes en 2020) ; *ii)* l'augmentation des exportations de Méthanol, LNG et Autres Gaz de 23,0% (133,5 milliers de barils/jour en 2020 à 164,2 en 2021) *iii)* une hausse de la production du bois en grumes de 30,7 % (53,9 milliers de m3 en 2021 contre 41,2 milliers de m3 en 2020); *iv)* une forte baisse des dépenses en capital de 28,0%, (171,0 milliards FCFA en 2021 contre 237,6 milliards FCFA en 2020) ; *v)* et un net reflux des pressions inflationnistes, avec un taux d'inflation qui selon les dernières prévisions pourrait s'établir à 0,8 % en 2021, en dessous de la norme communautaire de 3%.

**Tableau 2 : Principaux indicateurs économiques et financiers**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	(Variations annuelles, en %)					0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	MAJ oct	Prév.
<b>PIB, prix et population</b>													
Taux de croissance (PIB global en termes réels)	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,0	-3,1	-4,4	-4,8	1,6	1,6
dont secteur pétrolier	-7,5	0,1	3,4	-7,7	1,2	-15,0	-8,8	-6,5	-10,3	-10,9	-5,3	0,2	-5,5
secteur non pétrolier	2,5	11,9	15,7	0,9	-3,1	-2,2	-10,1	2,8	4,2	1,2	-4,4	2,6	6,8
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation/ (prix à la consommation - en moyenne annuelle)	5,6	4,8	3,6	3,0	4,3	1,7	1,4	0,8	1,3	1,2	5,0	-0,8	2,4
<b>Finances publiques</b>													
Recettes totales	-9,8	32,5	12,1	-15,7	-3,0	-20,9	-45,4	6,7	20,0	-14,2	-33,9	4,9	1,1
dont recettes pétrolières	-11,4	36,2	8,1	-14,2	-8,2	-25,9	-51,2	17,6	23,4	-16,5	-36,7	7,7	-8,4
recettes non pétrolières	8,4	-1,3	44,1	-17,9	48,8	9,5	-21,5	-21,0	7,2	-4,3	-22,9	-4,0	34,8
Dépenses totales	-11,0	9,9	45,4	-17,3	2,6	-4,9	-42,2	-26,1	3,7	-22,3	-17,1	-2,5	3,3
dont dépenses courantes	31,5	10,3	62,9	6,9	-10,9	-11,9	4,2	2,6	3,9	1,3	-10,6	6,3	-0,8
dépenses en capital	-16,9	9,9	41,5	-23,4	7,4	-2,9	-54,6	-43,7	3,4	-48,8	-31,5	-28,0	35,1
<b>Monnaie et crédit</b>													
Avoirs extérieurs nets	-25,9	37,3	43,1	4,8	-31,6	-47,6	-80,9	-57,1	42,0	-177,7	-219,5	-36,5	35,1
Crédits à l'économie	36,4	26,1	-15,3	33,6	17,3	14,0	3,7	1,4	1,8	-20,6	0,0	5,7	4,9
Créances nettes sur l'Etat	56,0	-105,7	8,5	-18,0	43,9	71,6	227,4	50,9	3,6	97,8	10,1	34,7	1,2
Masse monétaire (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	23,4	14,4
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	200,0	52,8	-34,5	93,3	-39,2	71,5	4,8	-5,3
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB non pétrolier/M2)	3,04	2,96	2,24	2,21	2,63	2,88	3,18	3,35	3,63	4,09	4,36	3,68	3,41
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	4,00	4,00	4,00	3,25	2,95	2,95	2,45	2,95	3,50	3,50	3,25	3,25	3,25
<b>Secteur extérieur</b>													
Exportations, fob	27,0	16,7	10,2	-17,2	-9,9	-46,1	-28,5	24,4	13,6	-16,5	-38,5	48,4	-8,7
Importations, fob	54,5	-20,6	7,1	-3,5	-4,6	-23,1	-6,4	-11,3	-0,9	-22,0	-31,0	41,1	15,5
Termes de l'échange	25,0	38,4	-2,0	-3,0	-10,3	-46,5	-5,3	26,6	24,9	-6,6	-33,7	52,0	1,5
Variation des prix à l'exportation	32,8	42,7	5,4	-9,4	-10,5	-36,1	-19,3	23,9	24,3	-3,1	-36,5	57,4	5,7
Variation des prix à l'importation	6,2	3,1	7,6	-6,6	-0,2	19,4	-14,8	-2,2	-0,4	3,7	-4,3	3,6	4,2
Taux de change effectif réel	(8,7)	0,5	-1,2	6,9	5,8	-0,1	1,5	-1,6	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	(8,7)	0,5	-1,2	7,0	5,9	0,1	1,3	-1,5	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	1,2	2,4	-0,2	1,7	3,1	-0,2	2,1	-2,9	...	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	(46,7)	(47,5)	-45,7	-55,8	-64,8	-64,6	-67,0	-64,3	...	...	...	...	...
<b>Monnaie et crédit (Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)</b>													
Avoirs extérieurs nets	-58,4	41,6	62,4	6,4	-41,3	-49,2	-49,1	-7,7	2,4	-15,2	-15,7	-21,4	9,6
Avoirs intérieurs nets	107,2	-35,5	-6,8	0,5	27,7	38,4	33,1	8,7	-5,1	7,3	8,7	44,8	4,8
Crédit intérieur net	113,4	-36,1	-2,3	2,3	34,4	36,7	31,4	11,0	0,8	6,4	6,1	30,1	4,9
Créances nettes sur l'Etat	91,1	-50,7	7,9	-9,9	26,6	28,1	28,4	9,7	-1,0	27,5	6,1	24,8	0,9
Crédits à l'économie (crédits actifs)	22,3	14,7	-10,2	12,2	7,9	8,6	2,9	1,4	1,8	-21,1	0,0	5,4	3,9
Autres postes nets	-6,2	0,6	-4,5	-1,8	-6,8	1,7	1,7	-2,3	-5,8	0,9	2,7	14,7	0,0
Masse monétaire (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	23,4	14,4
<b>Comptes nationaux (Contribution à la croissance réelle, en %)</b>													
Produit intérieur brut	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,0	-3,1	-4,4	-4,8	1,6	1,6
dont secteur pétrolier	-4,8	0,0	2,0	-4,3	0,7	-8,3	-4,6	-3,4	-5,2	-5,1	-2,3	0,1	-2,3
secteur non pétrolier	0,9	4,5	6,4	0,4	-1,4	-1,0	-4,8	1,4	2,1	0,6	-2,5	1,5	3,9
Demande intérieure brute	17,4	18,4	7,3	1,8	-1,8	-29,4	-6,6	-2,1	3,1	-9,5	-15,7	13,8	9,6
Consommation	24,2	14,3	-0,4	3,8	3,2	-22,8	6,0	-14,8	2,3	-0,7	-13,3	13,9	10,5
Publique	0,9	0,5	7,2	1,7	-2,6	-2,0	1,0	0,1	0,8	0,7	-2,7	0,4	0,0
Privée	23,3	13,9	-7,6	2,2	5,8	-20,8	4,9	-14,9	1,5	-1,4	-10,5	13,4	10,5
Investissements bruts	-6,8	4,1	7,7	-2,1	-5,1	-6,6	-12,6	12,7	0,8	-8,8	-2,4	-0,1	-0,9
Publics	-6,3	0,4	6,5	-5,1	-1,8	-1,3	-10,8	-2,5	0,8	-3,2	-1,2	0,0	1,0
Privés (Entreprises et ménages)	-0,5	3,7	1,2	3,0	-3,3	-5,3	-1,8	15,2	0,0	-5,6	-1,2	0,0	-1,8
dont secteur pétrolier	-2,2	2,5	2,2	1,3	-3,7	-2,2	-1,0	8,2	-0,8	-5,4	-0,1	1,5	0,0
secteur non pétrolier	1,7	1,2	-1,1	1,7	0,4	-3,1	-0,8	6,9	0,9	-0,2	-1,1	-1,6	-1,8
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	-21,4	-13,9	1,1	-5,7	1,1	20,1	-2,8	0,1	-6,2	5,1	10,9	-12,2	-8,0
Exportations de biens et services non facteurs	-4,4	-19,9	2,9	-4,2	0,3	-4,2	-3,8	2,0	-6,6	-6,2	1,0	-8,5	-5,6
Importations de biens et services non facteurs	-17,0	6,0	-1,8	-1,6	0,8	24,4	1,0	-1,9	0,4	11,3	9,9	-3,7	-2,3
<b>Comptes nationaux (En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)</b>													
Investissements	32,8	33,1	39,4	39,1	35,8	46,7	28,2	31,8	29,4	26,3	26,9	27,3	30,5
dont Secteur pétrolier	1,9	3,9	5,7	7,0	3,6	3,1	1,1	10,3	8,6	8,3	8,9	11,1	12,6
Épargne intérieure	55,1	68,4	75,5	64,5	55,0	47,9	24,0	37,8	41,5	40,3	35,3	39,4	34,2
Épargne nationale	13,6	29,3	40,9	37,4	33,8	32,4	2,7	30,0	33,8	32,6	29,9	30,0	24,8
<b>Finances publiques</b>													
Recettes totales	26,6	30,3	30,7	27,5	26,9	29,8	19,1	18,6	20,6	18,5	14,2	12,7	12,7
Recettes pétrolières	24,0	28,1	27,4	25,0	23,1	24,0	13,7	14,7	16,8	14,6	10,8	9,9	9,0
Recettes non pétrolières	2,6	2,2	3,3	2,5	3,8	5,8	5,4	3,9	3,8	3,8	3,4	2,8	3,7
Dépenses totales	31,2	29,4	38,6	34,0	35,2	46,9	31,8	21,4	20,5	16,6	16,1	13,4	14,0
Dépenses courantes	5,6	5,3	7,8	8,9	8,0	9,9	12,1	11,3	10,9	11,5	12,0	10,8	10,6
Dépenses en capital	25,5	24,1	30,8	25,1	27,2	37,0	19,7	10,1	9,7	5,2	4,1	2,5	3,4
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	0,7	0,2
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	0,7	0,2
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % du	-72,6	-77,8	-95,4	-75,3	-72,2	-69,4	-40,2	-27,7	-26,6	-18,4	-15,4	-13,8	-12,5
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	-0,6	-1,3
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	-0,6	-1,3
Solde budgétaire de base (déficit -)	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	-0,6	-1,3
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-1,4	-2,8	-12,8	-10,3	-9,9	-20,9	-6,6	-1,3	-2,7	-0,7	-0,3	-2,6	-1,0
<b>Secteur extérieur</b>													
Exportations de biens et services non facteurs, fob	81,2	81,6	81,5	71,9	65,3	51,0	43,9	51,1	53,2	47,2	36,0	43,3	39,5
Importations de biens et services non facteurs, fob	58,9	46,4	45,3	46,4	46,1	49,8	48,2	45,1	41,1	33,2	27,7	31,2	35,7
Solde du compte courant (dons off.incl., déf. -)	-20,2	-6,1	-1,2	-2,7	-4,7	-18,3	-29,3	-8,6	-2,2	-0,9	-4,3	-3,6	-12,2
Solde du compte courant (dons off.excl., déf. -)	-20,3	-5,6	-1,2	-2,6	-4,1	-16,8	-29,2	-8,5	-2,1	-0,8	-4,3	-3,7	-12,2
Encours de la dette extérieure/PIB	4,3	7,3	8,0	6,8	8,9	8,9	10,6	9,8	11,7	11,5	9,1	6,6	9,4
Ratio du service de la dette/Export bsnf	0,4	0,4	1,0	2,8	2,6	3,4	4,0	2,7	2,7	4,7	16,2	5,7	5,4
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	1,2	1,2	2,6	7,3	6,3	5,9	9,1	7,5	6,9	12,0	41,1	19,4	16,9
Encours de la dette totale/PIB	---	---	---	---	28,4	32,5	51,3	48,6	46,6	46,4	48,7	34,9	32,7
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	3,6	5,6	7,5	7,8	5,9	3,6	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3	0,1	1,6
Réserves extérieures (en mois d'importations biens et services)	2,9	4,3	5,6	5,7	4,2	2,5	0,2	0,1	0,1	0,11	0,23	0,1	1,2
<b>Pour mémoire</b>													
PIB nominal (en milliards de FCFA)	8 074,2	9 406,2	10 419,1	9 789,6	9 704,8	6 923,8	5 914,1	6 476,8	7 014,4	6 720,9	5 766,3	6 760,9	6 852,0
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	3 147,1	3 252,2	3 825,5	4 039,3	4 151,0	4 050,5	3 754,8	4 001,1	4 218,8	4 373,8	4 343,3	4 522,8	4 803,0
Population (en millions d'habitants)	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5	1,5
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	15 807,2	18 671,6	18 477,7	17 342,8	16 632,6	9 581,1	7 892,5	8 528,1	9 343,4	8 203,0	6 936,9	8 230,0	8 154,4

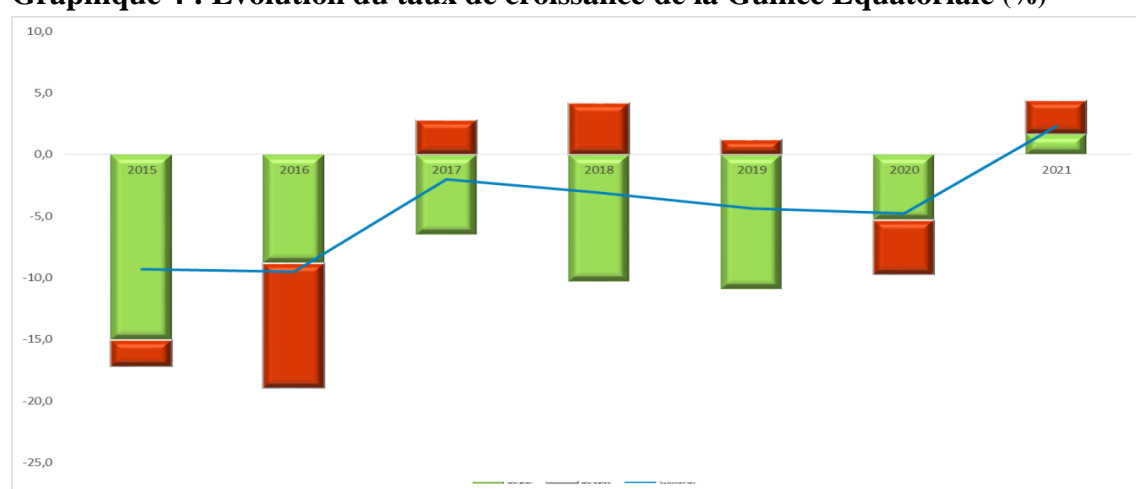
Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

Source : BEAC

## A. SECTEUR REEL ET PRIX

La croissance économique réelle de la Guinée Equatoriale, mise à jour à fin septembre 2021, devrait ressortir en hausse de 1,6% en 2021, après une croissance révisée de -4,8% en 2020. Cette évolution serait favorisée principalement par la contribution positive du secteur non pétrolier de 2,6% ainsi que du secteur pétrolier de 0,2% en 2021, contre un apport négatif de 4,4% et 5,3% en 2020, respectivement. Plusieurs facteurs ont contribué à cette amélioration, notamment la hausse des cours mondiaux des hydrocarbures, l'évolution favorable du projet gazier *Backfiling*, la mobilisation de ressources auprès du FMI dans le cadre du financement d'urgent, l'assouplissement des mesures restrictives de la lutte contre la COVID-19, ainsi que l'évolution progressive de la campagne de vaccination.

**Graphique 4 : Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale (%)**



Sources : BEAC

### 1.0- Evolution de la contribution de la demande à la croissance globale

En 2021, *la demande intérieure brute* contribuerait positivement à la croissance de 13,8% contre une contribution négative de 15,7% en 2020, en raison du rebond de la consommation public et privée, ainsi que des investissements privés du secteur pétrolier.

*La consommation globale* afficherait une contribution positive à la croissance de 13,9% en 2021, face à une contribution négative de 13,3% en 2020, sous l'effet notamment de la reprise de la consommation des ménages et entreprises de 13,4% ainsi que publique de 0,4%. Cette amélioration serait expliquée, d'une part, par la normalisation progressive des activités économiques, suite à une période prolongée des restrictions, et d'autre part, à l'augmentation des dépenses sanitaires de l'Etat pour maîtriser la progression de la pandémie de la COVID-19, et faire également face aux dépenses d'urgences sanitaires d'assistance aux personnes sinistrées par les explosions survenues à Bata le 07 mars 2021.

Les *investissements bruts* afficheraient une contribution négative de 0,1% en 2021, même s'il s'agirait d'une amélioration par rapport à l'année précédente, avec une contribution négative de 2,4% en 2020, influencés notamment par le repli des investissements privés non pétroliers de 1,6%, malgré une contribution positive de 1,5% des investissements privés pétroliers.

La *demande extérieure nette* afficherait une contribution négative à la croissance de 12,2% en 2021, contre une contribution positive de 10,9% en 2020, en lien avec un apport négatif des exportations à hauteur de 8,5% contre un apport positive de 1,0% en 2020, du fait de la mauvaise performance du secteur pétrolier.

**Tableau 3 : Contributions de la demande à la croissance réelle**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
						0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	MAJ oct	Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	-3,9%	4,5%	8,4%	-4,0%	-0,7%	-9,3%	-9,5%	-2,0%	-3,1%	-4,4%	-4,8%	1,6%	1,6%
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	17,4%	18,4%	7,3%	1,8%	-1,8%	-29,4%	-6,6%	-2,1%	3,1%	-9,5%	-15,7%	13,8%	9,6%
Consommation	24,2%	14,3%	-0,4%	3,8%	3,2%	-22,8%	6,0%	-14,8%	2,3%	-0,7%	-13,3%	13,9%	10,5%
Publique (Etat)	0,9%	0,5%	7,2%	1,7%	-2,6%	-2,0%	1,0%	0,1%	0,8%	0,7%	-2,7%	0,4%	0,0%
Privée	23,3%	13,9%	-7,6%	2,2%	5,8%	-20,8%	4,9%	-14,9%	1,5%	-1,4%	-10,5%	13,4%	10,5%
Investissements bruts	-6,8%	4,1%	7,7%	-2,1%	-5,1%	-6,6%	-12,6%	12,7%	0,8%	-8,8%	-2,4%	-0,1%	-0,9%
Formation brute de capital fixe	-6,8%	4,1%	7,7%	-2,1%	-5,1%	-6,6%	-12,6%	12,7%	0,8%	-8,8%	-2,4%	-0,1%	-0,9%
Publics	-6,3%	0,4%	6,5%	-5,1%	-1,8%	-1,3%	-10,8%	-2,5%	0,8%	-3,2%	-1,2%	0,0%	1,0%
Privée (Entreprises, ménages et autres)	-0,5%	3,7%	1,2%	3,0%	-3,3%	-5,3%	-1,8%	15,2%	0,0%	-5,6%	-1,2%	0,0%	-1,8%
dont Secteur pétrolier	-2,2%	2,5%	2,2%	1,3%	-3,7%	-2,2%	-1,0%	8,2%	-0,8%	-5,4%	-0,1%	1,5%	0,0%
dont Secteur non pétrolier	1,7%	1,2%	-1,1%	1,7%	0,4%	-3,1%	-0,8%	6,9%	0,9%	-0,2%	-1,1%	-1,6%	-1,8%
Variations des stocks	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
EXPORTATIONS NETTES	-21,4%	-13,9%	1,1%	-5,7%	1,1%	20,1%	-2,8%	0,1%	-6,2%	5,1%	10,9%	-12,2%	-8,0%
Exportations de biens et services non facteurs	-4,4%	-19,9%	2,9%	-4,2%	0,3%	-4,2%	-3,8%	2,0%	-6,6%	-6,2%	1,0%	-8,5%	-5,6%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pétrole brut	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Importations de biens et services non facteurs	-17,0%	6,0%	-1,8%	-1,6%	0,8%	24,4%	1,0%	-1,9%	0,4%	11,3%	9,9%	-3,7%	-2,3%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Secteur pétrolier	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Sources: Administrations nationales et BEAC

### 1.1- Evolution de la contribution de l'offre à la croissance globale

Suivant *l'optique offre*, les secteurs secondaire et tertiaire devraient porter la croissance réelle en 2021. En effet, la contribution à la croissance du secteur secondaire serait de 3,2% contre une contribution négative de 2,9% en 2020, favorisée par les bonnes performances de la branche méthanol et autres gaz, ainsi qu'une légère amélioration du secteur de BTP. De même, le secteur tertiaire contribuerait à la croissance de 1,5% contre une contribution négative de 1,7% en 2020, sous l'effet notamment de l'évolution favorable des activités commerciales, les services pétroliers, services financiers, ainsi que la branche du transport et télécommunications.

Par contre, le secteur primaire afficherait une contribution négative à la croissance de 3,2% en 2021, contre une contribution également négative de 0,2% en 2020, en raison de la mauvaise performance de la production pétrolière en 2021, dont l'apport serait de -3,3%. Cette tendance pourrait changer à moyen terme avec les travaux de perforation de trois nouveaux puits (Elon A, B, C) initiés par la société Trident Energy. L'agriculture, la pêche, la sylviculture et l'exploitation forestière restent

des secteurs essentiels pour la diversification de l'économie équato-guinéenne. De nombreuses politiques mises en œuvre par les autorités visent à l'augmentation de la valeur ajoutée desdits secteurs.

**Tableau 4 : Contributions des secteurs à la croissance réelle**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
						0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	MAJ oct	Prév.
Secteur primaire	-2,1%	-1,1%	3,9%	-5,5%	0,7%	-2,6%	-6,4%	-4,8%	-2,9%	-2,9%	-0,2%	-3,2%	-2,3%
Agriculture	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
Cultures d'exportations	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Secteur de subsistance	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Elevage et chasse	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Sylviculture et exploitation forestière	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	-0,1%	-0,2%	-0,2%	-0,1%	0,0%	0,0%
Pêche	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Pétrole	-2,0%	-0,9%	2,8%	-5,3%	0,5%	-2,4%	-5,7%	-4,9%	-2,7%	-2,6%	0,0%	-3,3%	-2,6%
Gaz naturel	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
Autres industries extractives	-0,1%	-0,1%	1,1%	-0,2%	0,0%	-0,2%	-0,8%	0,1%	0,0%	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,3%
Secteur secondaire	-4,3%	4,0%	3,4%	-1,6%	-2,7%	-7,1%	-4,4%	2,3%	-2,2%	-3,0%	-2,9%	3,2%	2,2%
Méthanol et Autres Gaz	-2,6%	1,1%	-0,8%	1,0%	0,1%	-5,8%	1,1%	1,4%	-2,4%	-2,4%	-2,2%	3,3%	0,3%
Industries manufacturières	0,2%	-0,1%	-0,2%	0,2%	0,3%	0,4%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,6%
Energie, gaz et eau	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
Construction	-2,0%	2,9%	4,3%	-2,8%	-3,2%	-1,7%	-5,7%	0,8%	0,1%	-0,8%	-0,9%	-0,3%	1,2%
Secteur tertiaire	2,9%	2,4%	1,2%	2,5%	0,5%	0,0%	1,4%	0,3%	1,9%	1,4%	-1,7%	1,5%	1,6%
Commerce, restaurant et hôtel	1,1%	-0,2%	-0,5%	0,6%	0,4%	1,6%	0,9%	0,0%	0,1%	0,9%	-1,4%	0,3%	0,4%
Transports et télécommunications	0,6%	-0,1%	-0,3%	0,0%	0,5%	0,8%	0,6%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,5%	0,3%
Services financiers et immobiliers	0,2%	0,2%	0,1%	-0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,2%	0,0%	-0,1%	0,7%	0,1%
Services pétroliers	0,3%	0,9%	1,5%	1,9%	-0,7%	-3,8%	-0,4%	0,2%	0,4%	-0,5%	-0,1%	0,7%	-0,3%
Administrations publiques	0,3%	1,8%	0,5%	-0,1%	0,0%	0,7%	0,4%	0,3%	0,7%	0,8%	0,1%	-0,7%	1,0%
Autres services	0,4%	-0,1%	-0,1%	0,3%	0,2%	0,6%	-0,1%	-0,2%	0,3%	0,1%	-0,2%	0,0%	0,1%
PIB au coût des facteurs	-3,6%	5,3%	8,5%	-4,6%	-1,5%	-9,7%	-9,4%	-2,1%	-3,2%	-4,5%	-4,8%	1,5%	1,5%
Taxes nettes sur les produits	-0,4%	-0,8%	-0,1%	0,6%	0,8%	0,4%	-0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
PIB à prix constants	-3,9%	4,5%	8,4%	-4,0%	-0,7%	-9,3%	-9,5%	-2,0%	-3,1%	-4,4%	-4,8%	1,6%	1,6%
Pour mémoire													
Secteur pétrolier	-4,8%	0,0%	2,0%	-4,3%	0,7%	-8,3%	-4,6%	-3,4%	-5,2%	-5,1%	-2,3%	0,1%	-2,3%
Secteur non pétrolier	0,9%	4,5%	6,4%	0,4%	-1,4%	-1,0%	-4,8%	1,4%	2,1%	0,6%	-2,5%	1,5%	3,9%

Sources : BEAC

### 1.1-1. Secteur primaire

En 2021, d'après les dernières estimations de la BEAC, le secteur primaire contribuerait négativement à la croissance de 3,2%, contre une contribution négative de -0,2% en 2020, en raison de la diminution de la production du pétrole brut.

- **Agriculture vivrière**

La contribution à la croissance de l'agriculture vivrière se maintiendrait à un niveau insignifiant en 2021. Les autorités publiques en charge de l'Agriculture ont élaboré un Plan National de Développement Agricole et d'Elevage qui vise à accroître la capacité de production en produits vivriers à travers l'exécution des divers projets agricoles tels que le projet de plantation et industrialisation de palmiers, de la canne à sucre, du manioc et autres. Plus précisément, ce plan envisage les projets suivants :

- **Projet de plantation et transformation d'arachide et de maïs.** Ce projet qui prévoit de s'étaler sur 6 champs de 50 Ha chacun, ont été localisés dans les districts de Mbini, Bata, Niefang, Micoeseng, Añisok et Nsoc-Nsomo. Le coût estimé du projet est de 724 millions de FCFA pour une production prévue de 12 Tm/Ha.

- **Projet de plantation de riz.** Le poids du riz dans les importations a obligé l'Etat à mener des études appropriées afin que le riz soit cultivé sur place. Ainsi, une superficie de 500 Ha. a été identifiée dans les districts de Niefang, Mbini et Nsoc-Nsomo pour un coût estimatif du projet de 1 500 millions de FCFA.
- **Projet de plantation de légumes.** L'objectif est d'augmenter la consommation dans les grandes villes de ces produits, dont la plantation reste rudimentaire et insuffisante. Ainsi, le pays souhaite augmenter la production à 40 Tm/Ha. Le coût estimatif de ce projet est de 570 millions de FCFA.
- **Projet de plantation des arbres fruitiers.** L'objectif est d'augmenter la production des fruits tropicaux, sous tropicaux et d'autres espèces exogènes. Ce projet prévu sur une superficie de 200 Ha devrait se matérialiser dans les districts de Bata, Mongomo, Micomeseng et Oveng pour un coût estimatif est de 1 250 millions de FCFA.

- ***Agriculture d'exportation Cacao, Café et noix de Coco***

La production nationale en produits agricoles d'exportation de la Guinée Equatoriale se limite à la production de quantités marginales de cacao, en constante diminution depuis les années 1990 et en corrélation avec le début de l'exploitation des hydrocarbures, ainsi que de l'absence d'un engagement ferme par le Gouvernement pour dynamiser les filières alternatives. En conséquence, l'économie équato-guinéenne est parmi les moins diversifiées de la sous-région.

Ainsi, la filière cacao est confrontée à un contexte : (i) de vieillissement des cacaoyers et des agriculteurs, (ii) à l'absence d'un plan de transformation local de la production, (iii) et d'un manque d'attractivité de la main-d'œuvre jeune. Tous ces facteurs constituent des obstacles importants pour le développement du secteur.

En effet, d'après la Chambre Agricole et Commerciale de Bioko, le démarrage de la campagne agricole 2021/2022 a connu des retards importants, en raison des conditions météorologiques, ainsi que l'insuffisance des intrants. En conséquence, les exportations de cacao de la campagne 2021/2022 ne se sont pas encore réalisées, contre 415 tonnes de cacao exportées pour la campagne 2020/2021. Les prix applicables pour l'absorption des quantités de cacao produites par les agriculteurs sont fixés par le décret n°11/2019, du 19 février qui établit le prix de cacao suivant la qualité à 1010 FCFA le KG pour le cacao de degré I et 900 FCFA le KG pour le cacao de degré II.

- ***L'élevage***

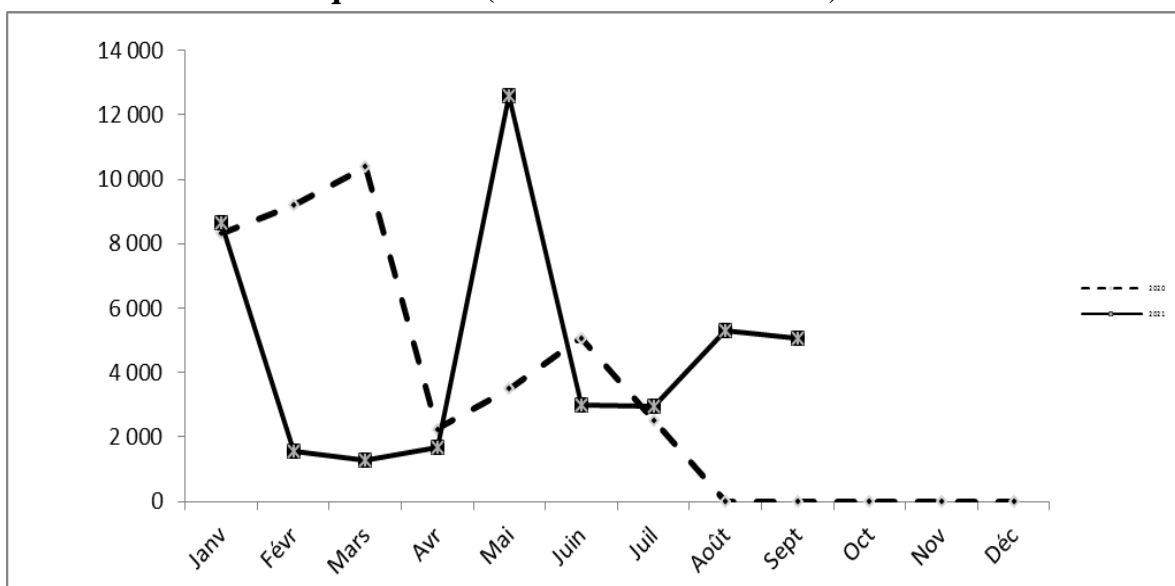
La contribution à la croissance de l'élevage resterait nulle. Les projets d'élevages les plus importants sont ceux de la ferme de volaille d'Asok, localisée sur la région continentale, et de la ferme porcine et bovine de Riaba, localisée sur la région insulaire. La production d'œufs de la ferme d'Asok a connu des difficultés en raison des problèmes d'approvisionnement en quantité suffisante et dans

les délais en aliments de bétail. Ainsi, les dernières données reçues concernant la production de 730 œufs /jour (24,3 alvéoles/jour) correspondent à la période 2020. S’agissant de la production des autres têtes d’animaux, les données ne sont pas disponibles.

- **La sylviculture**

La contribution à la croissance de la branche *sylviculture et exploitation forestière* resterait stable en 2021, suite à un apport négatif de 0,1% en 2020. En effet, les données au 30 septembre 2021 en provenance de la Délégation Régionale des Forêts à Bata, reflètent une production cumulée de 42 103 m<sup>3</sup> face à 41 224 m<sup>3</sup> un an auparavant, soit une hausse en glissement annuelle de 2,1%.

**Graphique 5 : Évolution mensuelle de la production de bois en grume de la Guinée Equatoriale (volume en mètres cubes)**

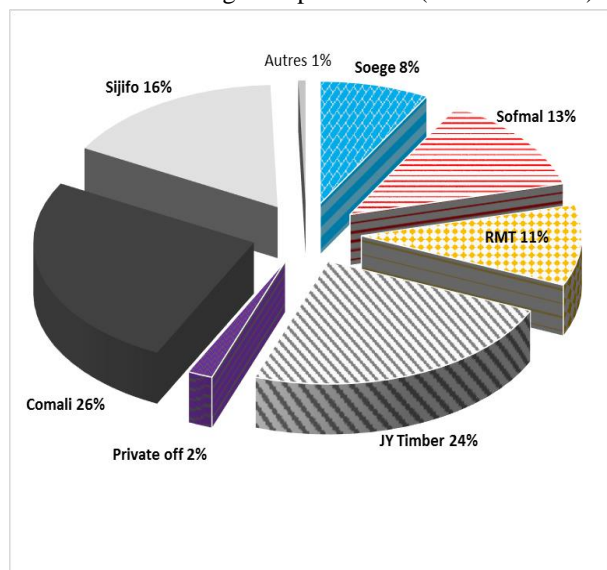


Sources : Délégation Régional des Forêts à Bata

De même, l’activité d’exportation de bois s’est orientée en hausse, favorisée par l’arrêté ministériel n°93/2020, du 26 octobre, portant autorisation, à nouveau, de l’exportation de bois en grume, dont le but est la mobilisation de ressources dans un contexte marqué par la crise sanitaire. Dans ce contexte, il est à signaler la décision communautaire au niveau des Etats de la CEMAC de reporter à l’année 2023, la date d’interdiction d’exportation des grumes, prévu auparavant en janvier 2022. Il s’agit d’une mesure adoptée lors d’une rencontre au mois d’août 2021, ayant réuni les ministres en charge des Forêts, de l’Industrie, de l’Environnement, de l’Economie et des Finances de la sous-région, dans le but d’instaurer une période transitoire allant de janvier à décembre 2022, afin de procéder aux études préalables de maturation des projets d’investissement dans la transformation du bois, retenus dans le cadre de la première phase du processus d’interdiction des exportations du bois en grume.

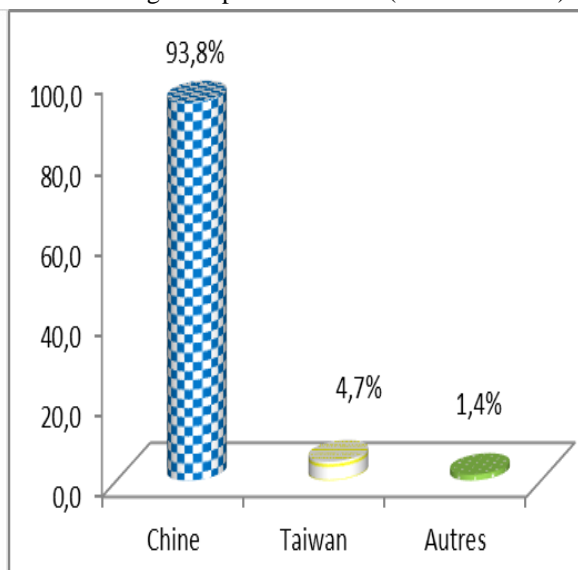
Ainsi, les exportations du bois en grumes au 30 septembre 2021 se sont situées à 114 541,2 m<sup>3</sup> contre un volume de 49 835,4 m<sup>3</sup> à la même période de l’année précédente, soit une vigoureuse hausse de 129,8%.

**Graphique 6 : Exportation du bois en grume par société (Volume en m3)**



Source : Délégation Régionale des Forêts

**Graphique 7 : Exportations du bois en grume par destination (Variation en %)**



Source : Délégation Régionale des Forêts

- **Le secteur de la pêche**

La contribution à la croissance du secteur de la pêche reste faible par rapport à son potentiel, bien que faisant partie des secteurs stratégiques du programme de diversification économique du Gouvernement, l'activité de pêche reste sous-exploité.

Le développement du secteur de la pêche comme vecteur de croissance économique pour le pays passe par la mise en œuvre de réformes institutionnelles et opérationnelles, afin de fournir à ce secteur d'un environnement réglementaire plus attractif pour les investissements nationaux et étrangers. À cet égard, il convient de souligner l'adoption de la Loi n° 11/2.017 du 20 novembre portant régulation des activités de pêche et d'aquaculture en Guinée Equatoriale. Ainsi, le *Plan de Gestion* et le *règlement d'immatriculation des navires*, en cours d'approbation, viendront améliorer le cadre opérationnel adapté, pour l'exploitation optimale des ressources halieutiques nationales.

Cependant, la contribution du secteur au développement socio-économique du pays reste marginale, en raison notamment du caractère informel de l'activité, ainsi que des faiblesses institutionnelles et opérationnelles importantes qui limitent le développement du secteur. Il convient de marquer, en ce sens, l'absence d'un corps d'inspecteurs des pêches, chargé de la surveillance et du contrôle de l'exactitude des déclarations des armateurs en matière de production. En outre, les difficultés liées à la valorisation des produits, du fait que les produits halieutiques sont encore évalués hors de cours mondiaux de références, entraînant ainsi de pertes importantes de recettes pour le pays.

En termes de production, les dernières données au 30 juin 2021 en provenant du Ministère chargé de la pêche, reflètent un volume de capture de thon de 17,3 milliers de tonnes contre 33,8 milliers de tonnes au 30 juin 2020, soit une réduction considérable de 48,8% en variation annuelle. Par ailleurs, les recettes liées aux licences et autres concepts s'élèvent à 938,60 millions de FCFA.

A moyen terme, l'évolution future du secteur restera conditionnée à la finalisation des grands projets d'investissements engagés pour développer la pêche industrielle et semi-industrielle, parmi lesquels le projet de transformation de thon à Annobon, cofinancé entre l'Etat et la BDEAC.

- **Le secteur pétrolier**

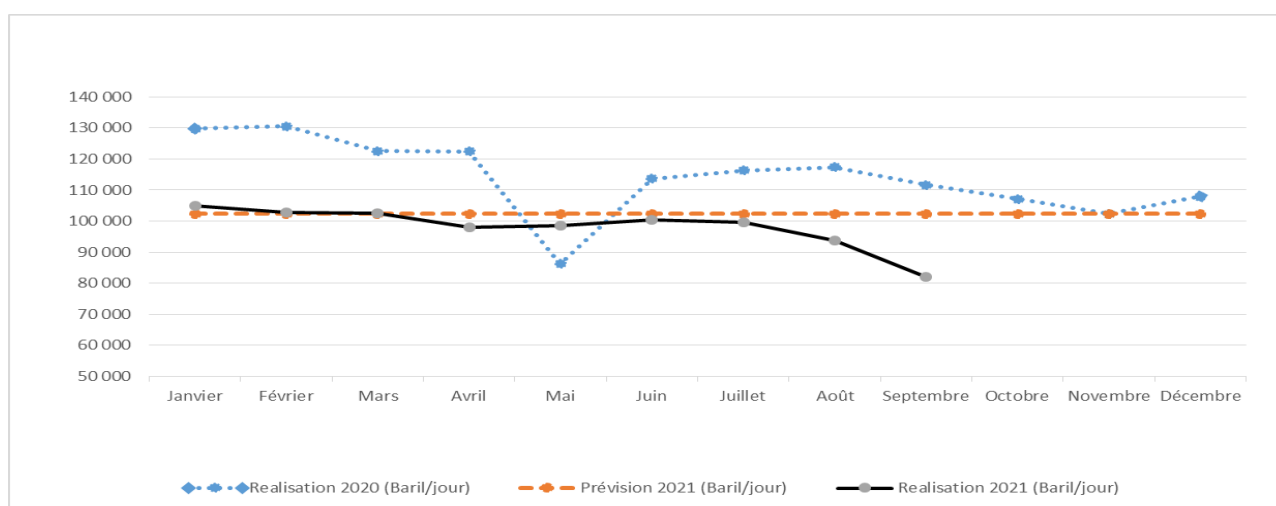
La contribution à la croissance de ce secteur se contracterait de 3,3% en 2021. Ainsi, d'après les informations transmises par le Ministère des Mines et Hydrocarbures au 30 septembre 2021, la production globale de pétrole s'est située à 34,10 millions de barils (124 933,9 barils/jour), contre une production de 40,41 millions de barils (148 036,7 barils/jour) à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 15,6%.

L'évolution par type de produits se présente de la manière suivante :

- ✓ **Pétrole brut**

A fin septembre 2021, la production moyenne journalière de pétrole brut a été de 98 130,0 barils/jour, contre 116 588,1 barils/jour à la même période en 2020, soit une baisse considérable de 15,8%, liée notamment à l'arrivée à maturité des principaux puits pétroliers. Cependant, cette tendance pourrait changer au cours de l'année, suite à la mise en perforation des trois nouveaux puits (Elon A, B, C) initiée par la société Trident Energy courant le mois de juin de l'année. Ainsi, les réalisations moyennes à fin septembre 2021 sont ressorties en dessous des prévisions moyennes initiales.

**Graphique 8 : Évolution du pétrole brut**



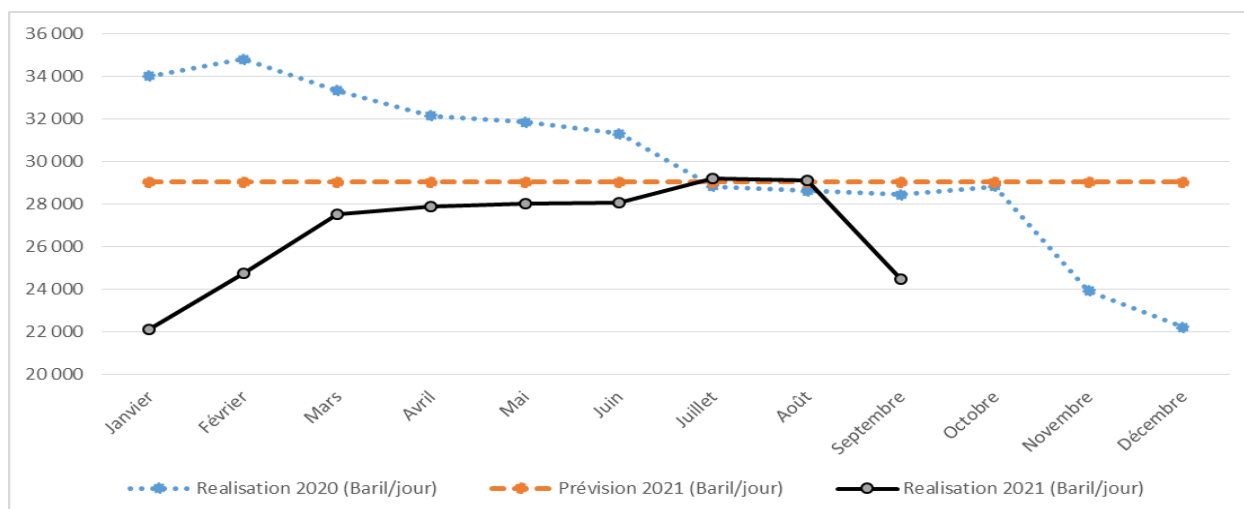
Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

- ✓ **Pétrole condensat**

Au 30 septembre 2021, la production moyenne journalière de condensat s'est située à 26 784 barils/jour, contre 31 449 barils/jour en 2020, soit une forte baisse de 14,8% en raison de l'arrivée à

maturité de certains champs et des arrêts programmés pour révision. Par conséquent, les réalisations moyennes à fin septembre 2021 sont ressorties en dessous des prévisions moyennes initiales.

**Graphique 9 : Évolution du pétrole condensat**



Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

S'agissant des *extractions minières*, après la validation de la Loi minière n°1/2019 du 29 novembre et le Règlement n°1/2020, du 13 avril portant sur les opérations minières, le pays dispose désormais d'un cadre réglementaire légal pour réguler l'activité minière nationale. Ainsi, selon le Ministère des Mines et Hydrocarbures, pour la période 2021-2024, il est prévu la réalisation des projets suivants : *i*) la création d'une entreprise nationale des mines et une entreprise nationale d'exploitation des arides, *ii*) l'organisation d'une nouvelle ronde de licitation prévue pour le premier trimestre de l'année 2022 *iii*) la création d'un service géologique national et, *iv*) la mise en service d'une école et d'un laboratoire des mines.

Par ailleurs, la société Shefa Gold a procédé aux travaux d'exploration et prospection de l'or en Guinée Equatoriale et devrait lancer dans le très court terme la phase de production test dans la zone de Niefang.

### **1.1.2- Secteur secondaire**

En 2021, d'après les dernières estimations de la BEAC, le secteur secondaire contribuerait positivement à la croissance de 3,2%, contre une contribution négative de 2,9% en 2020, favorisée notamment par la bonne performance des activités gazière.

#### **✓ Branche Gaz Naturel Liquéfié (LNG), Méthanol et Autres Gaz**

La branche *Gaz Naturel Liquéfié (LNG), méthanol et autres gaz* contribuerait positivement à la croissance du secteur secondaire de 3,3 points en 2021, contre un apport négatif de 2,2 points en 2020, du fait de l'évolution favorable du projet d'acheminement du gaz du champ d'Alen vers le complexe pétrolier de Punta Europa Ce projet d'une capacité de 950 millions de pieds cubes/jour vise à soutenir la production nationale de gaz à travers la connexion de champs offshore dont les réserves

sont estimées à 600 milliards de pieds cubes de gaz naturel. Celles-ci représentent des quantités potentiellement énormes de gaz qui, non seulement assurent la poursuite des opérations à Punta Europa, mais pourraient également soutenir des nouvelles industries de traitements et de monétisation de gaz.

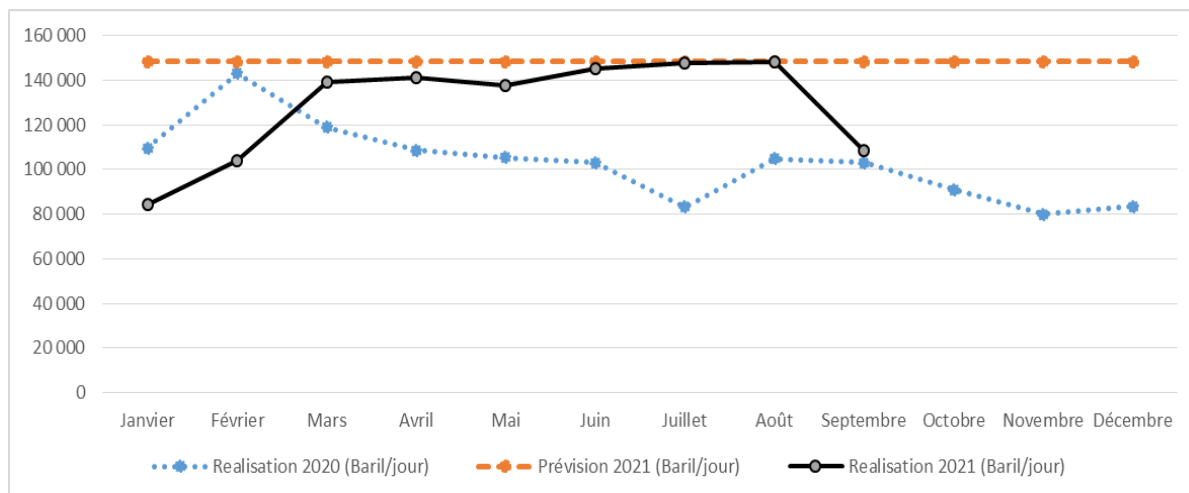
A cet effet, les données disponibles au 30 septembre 2021 affichent une production de gaz en hausse de 17,1% se situant à 161 693,7 BEP<sup>3</sup>/jour, contre 138 181,5 BEP/jour à la même période en 2020.

L'évolution par type de produit de l'activité se présente de la manière suivante :

- **Gaz Naturel Liquéfié (LNG)**

La production moyenne journalière de Gaz Naturel Liquéfié s'est située à 20 451,6 m<sup>3</sup>/jour au 30 septembre 2021, contre 17 266,1 m<sup>3</sup>/jour un an auparavant, soit une hausse notable de 18,4% légèrement en dessous des prévisions moyennes initiales.

**Graphique 10 : Évolution du Gaz National Liquéfié**



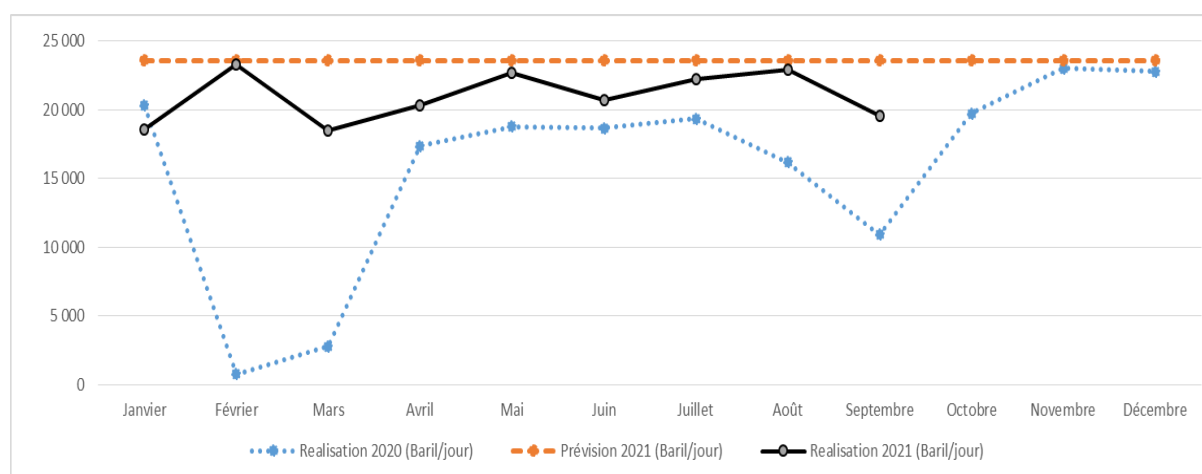
Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

- **Méthanol**

Au 30 septembre 2021, la production moyenne journalière de Méthanol a été de 2 648,4 TM/jour contre 1 770,8 TM/jour un an plus tôt, soit une hausse considérable à hauteur de 49,6%. Cette hausse est attribuable à la reprise de l'activité suite aux arrêts techniques et travaux de maintenance des installations au cours de l'année 2020, ainsi que l'évolution favorable de cours mondiaux du gaz. Ainsi les réalisations moyennes à fin septembre 2021 ont été en dessous des prévisions moyennes initiales.

<sup>3</sup> Barils équivalent pétrole

**Graphique 11 : Évolution du Méthanol**

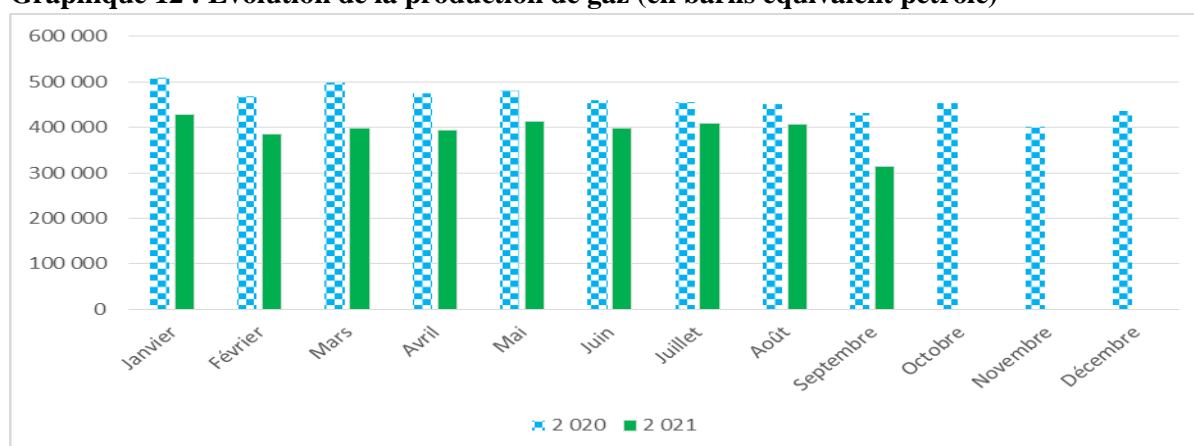


Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

○ **Autres Gaz**

La production des autres Gaz constitués de Propane, Butane et *LPG<sup>4</sup> mixte* au 30 septembre 2021 a été, en moyenne journalière de 12 984,2 barils/jour, contre 15 561,7 barils/jour à la même période en 2020, soit une baisse de 16,5%, liée à la tendance baissière de la production pétrolière.

**Graphique 12 : Évolution de la production de gaz (en barils équivalent pétrole)**



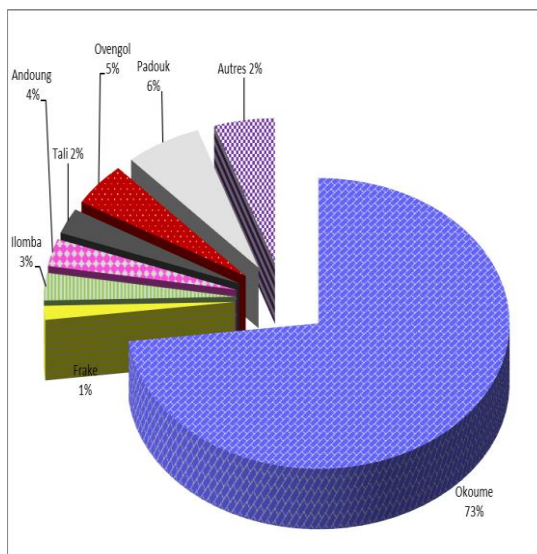
Sources : BEAC et Ministère des Mines et Hydrocarbures

✓ **Industries forestières et manufacturières**

Au 30 septembre 2021, la transformation du bois affiche une hausse de 233,1% se situant à 45,3 milliers de m<sup>3</sup>, contre 13,6 milliers de m<sup>3</sup> à la même période en 2020, en raison de l'application du décret 182/2018 du 27 novembre 2018 qui priorise la transformation sur place de la quasi-totalité du bois abattu. Par contre, les exportations du bois transformé ont reculé de 53,9%, se situant à 20,5 milliers de m<sup>3</sup> en septembre 2021, contre 44,5 milliers de m<sup>3</sup>, un an auparavant.

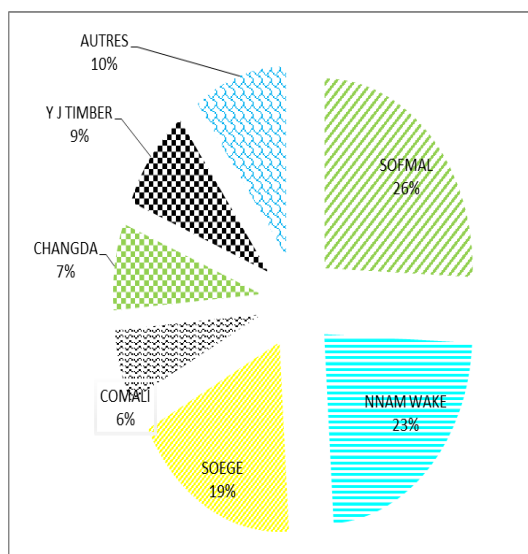
<sup>4</sup> Gas de pétrole liquéfié

**Graphique 13 : transformation de bois  
Par espèce (%)**



Source : Délégation Régionale des Forêts

**Graphique 14 : transformation de bois  
par société (%)**



Source : Délégation Régionale des Forêts

Ainsi, selon les données des exportations du bois équato-guinéen, le prix moyen pour le bois en grume est passé de 125,1 Euros/m<sup>3</sup> à fin septembre 2020 à 167,4 Euros/m<sup>3</sup> douze mois après, soit une hausse de 33,7% de la valeur de bois national. De même, le bois transformé, s'est apprécié de 9,1% passant de 188,7 Euros/m<sup>3</sup> en septembre 2020 pour s'établir 205 Euros/m<sup>3</sup> un plus tard.

S'agissant des *autres industries manufacturières*, l'activité s'est orientée en hausse, liée à un nombre réduit d'interruptions des chaînes d'approvisionnement mondiales au cours de l'année. Ainsi, la production des bières a augmenté de 22,3%, passant de 176,7 milliers d'hectolitres au 30 septembre 2020 pour se situer à 216,1 milliers d'hectolitres produits un an plus tard. De même, la production de boissons gazeuses, s'est orientée à la hausse de 40,3% se situant à 86,8 milliers d'hectolitres à fin septembre 2021 contre 61,9 milliers d'hectolitres à la même période, un an auparavant.

✓ **Energie, gaz et eaux.**

La contribution à la croissance de cette branche resterait à nouveau stable en 2021. En effet, les données au 30 septembre 2021 fournies par la Société Nationale de l'Electricité de Guinée Equatoriale (SEGESA) indiquent une moindre augmentation de la production d'électricité de 0,2% passant de 797,54 milliers de KWh à fin septembre 2020 à 799,46 milliers de KWh à la même période un an plus tard. Par contre, la consommation sous la période d'analyse d'électricité est revenue à 961,08 milliers de KWh, contre 1436,54 milliers de KWh un an plutôt, soit une baisse de 33,1%.

S'agissant du gaz domestique, il est observé une hausse à hauteur de 21,37% du volume de vente de gaz domestique, passant de 5 097,8 milliers de Kg au 30 septembre 2020 pour se situer à 6 187,3 milliers de Kg douze mois après. De même, le chiffre d'affaire des entreprises distributrices est

passé de 2 720 millions de FCFA à fin septembre 2020 à 3 186 millions de FCFA un an plus tard, soit une augmentation de 17,13%.

### ***1.1.3- Secteur tertiaire***

Le secteur tertiaire contribuerait positivement à la croissance à hauteur de 1,5% en 2021, contre un apport négatif de 1,7% en 2020, en liaison avec la reprise progressive des activités de services en général, notamment les activités commerciales, les services pétroliers, ainsi que le transport et les télécommunications.

La branche *commerce, restauration et hôtels*, afficherait une croissance positive de 0,3 point en 2021 contre une contribution négative de 1,4 point en 2020. Cette amélioration serait expliquée par le redémarrage des activités du transport aérien de passagers, même s'il subit encore des restrictions de divers ordres ; ainsi que de l'évolution positive des activités hôtelières.

Pour la sous-branche du commerce en générale, les données au 30 Septembre 2021 reflètent une légère contraction de 3,0% du chiffre d'affaire, se situant à 127,78 milliards de FCFA face à 131,8 milliards de FCFA un an auparavant, lié au mauvais comportement des sociétés d'équipement et vente de véhicules neufs. En effet, le chiffre d'affaire des sociétés de vente de matériel d'équipement et véhicules neufs s'est contracté de 27,5%, passant de 17,2 milliards de FCFA à fin septembre 2020 à 12,5 milliards de FCFA douze mois plus tard. Tandis que, le chiffre d'affaire des sociétés de gros et détails s'est légèrement situé en hausse de 0,6%, passant de 114,5 milliards de FCFA contre 115,2 milliards de FCFA un an après.

En ce qui concerne *la commercialisation de produits pétroliers* (essence, gasoil, jet A1 et pétrole lampant), les données au 30 septembre présentent un accroissement de 10,5%, revenant à 190,4 millions de litres, contre 175,2 millions de litres à la même période de l'année précédente. Cette bonne performance est liée notamment à la hausse de la demande, suite au relâchement échelonné des restrictions sur le transport aérien et interurbain, la mise en service d'une nouvelle station-service de l'entreprise Tradex au premier trimestre 2021 à Malabo, ainsi qu'une meilleure maîtrise des problèmes de stockage de la société Total GE.

Par ailleurs, *le taux d'occupation moyen mensuel des principaux hôtels du pays*, sous la période d'analyse, est revenu en hausse se situant à 32,7% contre 27,4% un an auparavant. Suivant la même tendance, le chiffre d'affaire s'est amélioré de 18% pour s'établir à 8,8 milliards de FCFA au 30 septembre 2021 contre 7,4 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette amélioration est expliquée essentiellement par la mise en quarantaine obligatoire des passagers internationaux, ainsi que des employés du secteur pétrolier devant se rendre sur les plateformes.

L'apport à la croissance de la branche *transports et télécommunications*, se situerait à 0,5 point en 2021 face à 0,1 point un an auparavant, expliqué essentiellement par le dynamisme des télécommunications au cours des dernières années, ainsi que la normalisation progressive du transport aérien. Pour le trafic aérien de passagers, les données de l'Agence de Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar (ASECNA), présentent une hausse en termes de nombre de vols, se situant à 6 181 au

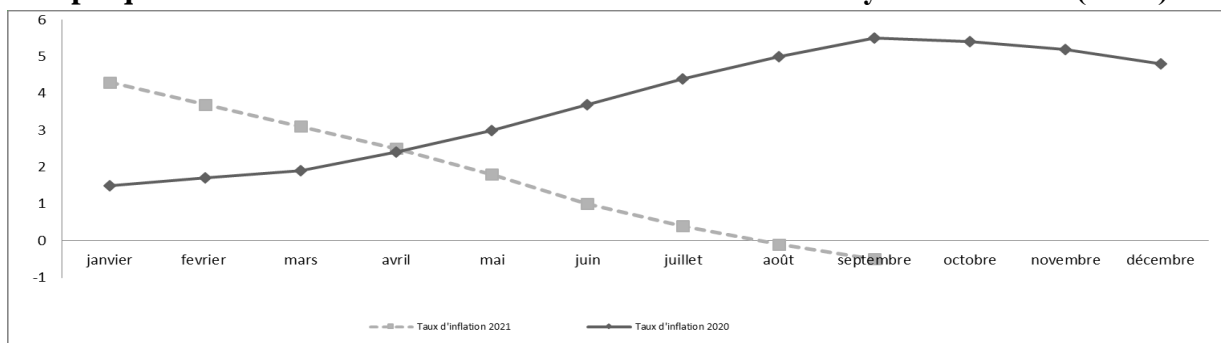
30 septembre 2021 contre 5 285 à la même période un an auparavant, soit une hausse de 17%. Par contre, le nombre de passagers s'est contracté de 23,9% revenant à 217 570 au 30 septembre 2021, contre 285 799 à la même période de l'année précédente.

S'agissant des télécommunications, les données fournis par l'Organe Régulateur des Télécommunications de la Guinée Equatoriale (ORTEL), reflètent une évolution favorable des activités de télécommunications. Les investissements au niveau de la modernisation du réseau national à travers la connexion de câbles sous-marins de fibre optique, ainsi que la réduction échelonnée des coûts des services internet, adopté à travers l'arrêté ministériel n°01/2019 du 05 mars portant réduction progressive du prix d'un giga de données mobiles dans la période allant de 2019 à 2022, sont à l'origine du bon comportement de la sous-branche.

### 1.2 Analyse des prix

S'agissant des prix, l'Institut National des Statistiques de la Guinée Equatoriale (INEGE) table sur un taux d'inflation moyen au troisième trimestre 2021 de -0,1% contre 5,0% un an auparavant, et 1,8% au trimestre précédent. Cette évolution à la baisse s'explique principalement par les contributions des postes : (i) « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-0,6%) ; (ii) « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-0,1%) et, (iii) « transport » (0,4%), « éducation et santé » (0,1%).

**Graphique 13 : Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle (en %)**



Source : INEGE

### ■ Analyse de l'emploi

Selon les dernières données de la Direction Générale des Statistiques de l'emploi au Ministère du Travail, les demandes d'emploi restent supérieures à l'offre, ce qui signifie que le secteur privé n'est pas assez dynamique pour absorber toutes les demandes d'emploi. Cependant, les statistiques de l'emploi restent déficitaires et ne permettent pas d'apprécier l'évolution globale par secteur.

## B. FINANCES PUBLIQUES

La politique budgétaire de l'Etat en 2021 serait encadrée dans un contexte marqué par: i) la persistance de la crise sanitaire mondiale, due à la pandémie de la Covid-19 et l'apparition ultérieure de variantes du virus; ii) une reprise des activités économiques, du fait du relâchement des mesures restrictives pour faire face à la pandémie ainsi que l'évolution favorable de la campagne de

vaccination iii) la hausse progressive des cours mondiaux de matières premières, notamment le pétrole brut et, iv) un accroissement de besoin de mobilisation de ressources externes pour le soutien de l'économie et le financement lié aux urgences sanitaires et sociales.

Dans ce sens, la mise en application des mesures adoptées par le décret n° 43/2020 du 31 mars, relative aux Mesures Economiques d'Urgences pour le Renforcement du Système National de Protection Social et d'Appui aux PME pour lutter contre la Covid-19, ainsi que la poursuite des reformes structurels encadrées l'orientation des finances publiques.

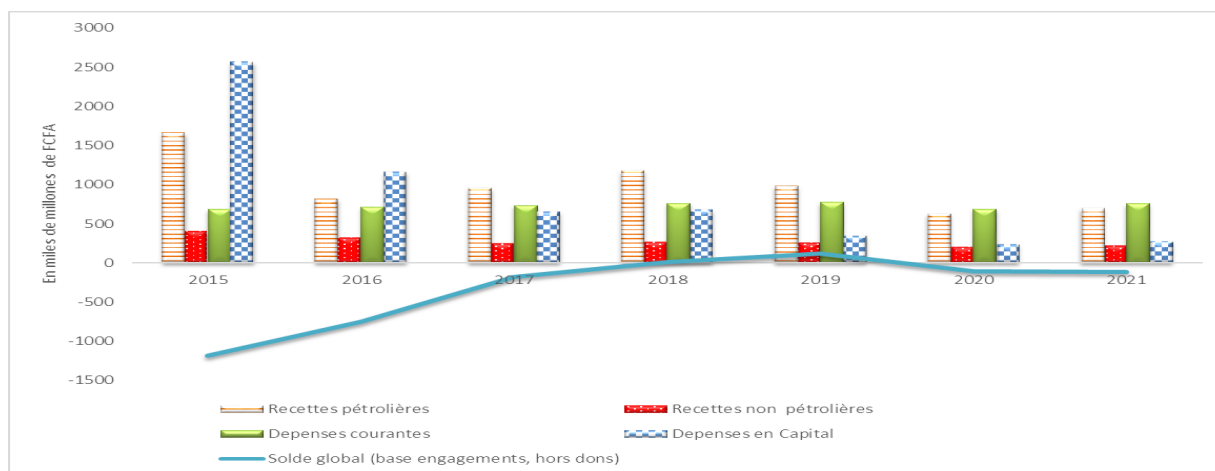
En effet, selon la Direction Générale du Budget, le recouvrement de recettes budgétaires totales au 30 juin 2021 s'est établi à 409,3 milliards de FCFA, contre 458,1 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente, soit une détérioration de 10,6%. Cette évolution s'explique, par la dégradation de recettes liées, notamment, au secteur non pétrolier à hauteur de 30,9% et secteur pétrolier à hauteur de 3,9%, par rapport à la même période de l'année précédente.

S'agissant de recouvrement des recettes non pétrolières, elles se sont fixées à 78,7 milliards de FCFA, face à 113,9 milliards de FCFA au 30 juin 2020, soit une forte chute de 30,8% en raison de la contreperformance des activités commerciales, du fait des restrictions sur les échanges commerciaux. De même, les recettes pétrolières se sont orientées à la baisse, malgré l'évolution haussière des cours mondiaux des hydrocarbures au cours du deuxième trimestre de l'année 2021. Ainsi, les recettes pétrolières, au 30 juin 2021, se sont établies en 330,6 milliards de FCFA contre 344,2 milliards de FCFA au 30 juin 2020.

En ce qui concerne les dépenses, les données de l'exécution budgétaire au 30 juin 2021 reflètent une réduction des dépenses publiques de 35,6%, passant de 497,3 milliards de FCFA en 2020, pour se situer à 320,1 milliards de FCFA au 30 juin 2020, sous l'effet notamment de la contraction des dépenses en capital de l'Etat à hauteur de 91,0%. Ces dernières se sont limitées à 13,8 milliards de FCFA au premier semestre 2021, contre 153,7 milliards de FCFA à la même période en 2020. De même, les dépenses courantes ont diminué de 10,8% se situant à 306,3 milliards de FCFA, contre 343,6 milliards de FCFA à la même période un an auparavant.

En conclusion, l'exécution budgétaire de l'Etat au 30 juin 2021 s'est soldée par un excédent budgétaire de 89,2 milliards de FCFA, contre un déficit budgétaire de 39,2 milliards de FCFA au 30 juin 2020.

## Graphique 14 : Évolution des Finances Publiques



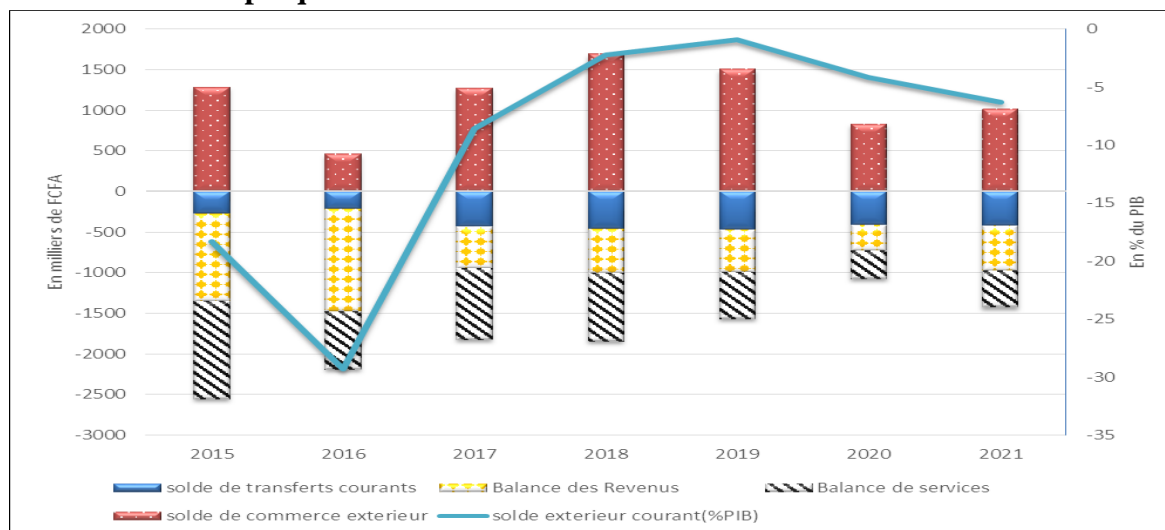
Source : Direction Générale de Budget

### C. SECTEUR EXTERIEUR

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit des transactions courantes, dons officiels inclus, se contracterait de 3,7% du PIB en 2021, contre -4,3% du PIB en 2020, en raison notamment de l'amélioration du solde de la balance commerciale, qui afficherait une hausse exponentielle de 57,6% se situant 1294,5 milliards de FCFA en 2021 contre 827,8 milliards de FCFA en 2020.

De même, la balance des services, des revenus et des soldes des transferts courants augmenteraient de 38,6%, 102,7%, et 2,9% respectivement.

### Graphique 15 : Évolution de la balance courante 2015-2021



Sources : BEAC

## **D. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES**

Au 30 septembre 2021, la situation des agrégats monétaires de la Guinée Equatoriale s'est caractérisée par une amélioration de la position extérieure globale, d'une diminution du crédit intérieur et d'une augmentation des agrégats de la monnaie au sens large par rapport au 30 septembre 2020.

Quant à la masse monétaire au sens large (M2), elle a enregistré une hausse de 1,15 %, en glissement annuel, liée à l'augmentation de la quasi-monnaie.

### **1. Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large**

#### **1.1. Avoirs extérieurs nets**

Dans l'ensemble, les avoirs extérieurs bruts ont connu une évolution à la hausse en glissement annuelle, ainsi que les engagements extérieurs.

Cette augmentation des avoirs extérieurs bruts s'explique principalement par la hausse des avoirs extérieurs de la Banque Centrale de 113,29, se situant ainsi à 144,01 milliards de FCFA à fin septembre 2021 contre 30,72 milliards de FCFA un an auparavant, suite à l'accroissement des avoirs en DTS dans le compte du FMI de 120,14 milliards de FCFA.

En ce qui concerne les engagements extérieurs, ils enregistrent une hausse de 16,99% entre septembre 2020 et septembre 2021. Cette augmentation est due à l'accroissement des engagements de la Banque Centrale de 67,30 milliards de FCFA, soit 34,32%.

En définitive, en dépit d'une amélioration de la situation des avoirs extérieurs nets, elles ont enregistré un solde débiteur de 112,31 milliards de FCFA au 30 septembre 2021, contre un solde aussi débiteur de 164,93 milliards de FCFA un an auparavant.

#### **1.2. Crédit intérieur**

L'évolution du crédit intérieur s'est caractérisée par une baisse de la position débitrice de l'Etat envers le système financier, ainsi que les concours à l'économie.

#### **❖ Créances nettes sur l'Etat**

La Position nette de l'Etat vis-à-vis du système financier est ressortie débitrice de 532,81 milliards de FCFA à fin septembre 2021, contre une position toute aussi débitrice de 629,51 milliards de FCFA au 30 septembre 2020. Cette amélioration de la position débitrice de l'Etat s'explique au niveau de la Banque Centrale, principalement par la hausse des Dépôts et Encaisses de l'Etat de 111,54 milliards de FCFA pendant la période d'analyse.

## ❖ Crédits à l'Economie

L'encours des crédits à l'économie a diminué de 2,29%. Il s'est situé à 900,21 milliards de FCFA à fin septembre 2021, contre 921,30 milliards de FCFA au 30 septembre 2020.

L'analyse des crédits à l'économie suivant leur maturité fait ressortir, à fin septembre 2021 la situation suivante : 728,06 milliards de FCFA de crédits à court terme, 149,68 milliards de FCFA de crédits à moyen et 22,47 milliards de FCFA de crédits à long termes. En termes d'analyse globale, les crédits à court terme représentent 80,88%, tandis que les crédits à moyen et long terme représentent 16,63% et 2,50% respectivement du total des crédits à l'économie. Par secteur d'activité, les branches les plus importantes sont : « transport, entrepôts et communications », « Commerce de gros et de détail » et « Bâtiment et travaux publics » ; représentent 27,03%, 21,49% et 18,47% respectivement.

### 2. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2) et de ses contreparties

La masse monétaire a augmenté de 1,15% entre septembre 2020 et septembre 2021, en raison de la hausse de la quasi-monnaie de 10,10%.

En ce qui concerne la structure de la masse monétaire, les disponibilités monétaires représentent 72,69% au 30 septembre 2021, contre 74,91% au 30 septembre 2020 ; la quasi-monnaie représente 27,31% à fin septembre 2021, contre 25,09% douze mois auparavant.

En ce qui concerne les disponibilités monétaires, l'analyse de ses composantes fait ressortir une hausse de la monnaie fiduciaire de 2,71%, par contre la monnaie scripturale diminue de 3,08% à fin septembre 2021.

Quant à la quasi-monnaie, elle a enregistré une hausse de 10,10%, passant de 251,04 milliards de FCFA à fin septembre 2020, à 276,39 milliards de FCFA un an plus tard en corrélation avec l'évolution des dépôts à termes et d'épargne des entreprises privées.

### E. SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE CENTRALE

La situation comptable de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) en Guinée Equatoriale au 30 septembre 2021, comparée à celle qui prévalait un an plus tôt, s'est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs du côté de l'actif, et également du côté du passif en termes des engagements à vue.

Le taux de couverture des engagements extérieurs à vue par les avoirs extérieurs de la CEMAC s'est établi en 65,86% en fin septembre 2021, contre 67,71% en fin septembre 2020.

### AL'ACTIF

Les disponibilités extérieures ont augmenté de 33,75%, passant de -137,33 milliards de FCFA au 30 septembre 2020 à -90,97 milliards de FCFA au 30 septembre 2021.

Les créances sur les banques de la Guinée Equatoriale ont augmenté de 3,27%, se situant à 170,39 milliards de FCFA au 30 septembre 2021, contre 165,00 milliards de FCFA au 30 septembre 2020. Elles sont consécutives aux concours du Marché Monétaire, notamment le guichet « Pensions et Autres », en faveur des banques commerciales.

Les créances sur le Trésor National ont augmenté de 6,94% en glissement annuel. Elles se sont situées à 651,07 milliards de FCFA en fin septembre 2021, contre 608,80 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette hausse s'explique principalement par les titres détenus à des fins de politique monétaire chiffré à 42,36 milliards de FCFA.

La position de la Guinée Equatoriale auprès du FMI a fortement augmenté soit 259,42%. Elle s'est chiffrée à 166,95 milliards de FCFA en fin septembre 2021, contre 46,45 milliards de FCFA à la même date un an auparavant. Cette hausse est la résultante des Avoirs en DTS de 120,78 milliards de FCFA, suite aux allocations en DTS.

Ainsi, les avoirs extérieurs bruts de la Guinée Equatoriale (les avoirs extérieurs à vue, les autres avoirs extérieurs, les encaisses en Or et les avoirs auprès du FMI) présentent un solde créditeur de 75,98 milliards de FCFA au 30 septembre 2021 contre un solde débiteur de 90,88 milliards de FCFA au 30 septembre 2020.

Pour l'ensemble de la Zone d'émission **CEMAC**, le solde créditeur du Compte d'Opérations s'est établi à 3 148,46 milliards de FCFA à fin septembre 2021.

## **AU PASSIF**

Au 30 septembre 2021, la circulation fiduciaire de la Guinée Equatoriale, c'est-à-dire les billets et pièces en circulation dans le système monétaire, a augmenté de 2,77%, se situant à 209,55 milliards de FCFA, contre 203,90 milliards de FCFA au 30 septembre 2020.

En ce qui concerne les dépôts du Trésor et des Comptables Publics, ils ont augmenté de 61,94%. En effet, ils se sont situés à 289,39 milliards de FCFA à fin septembre 2021, contre 178,70 milliards de FCFA un an plus tôt, en raison principalement de l'augmentation des comptes courants et des dépôts spéciaux.

Les dépôts des banques et institutions financières auprès de l'Institut d'Emission ont baissé de -9,66%, pour s'établir à 211,65 milliards de FCFA en septembre 2021, contre à 234,29 milliards de FCFA un an auparavant. Cette baisse s'explique principalement par la diminution de dépôts des Banques et Institutions Financières de la Zone d'Emission et des comptes courants.

La Base Monétaire de la Guinée Equatoriale (monnaie fiduciaire hors banques créatrices de monnaie, réserves des banques créatrices de monnaie, dépôts des institutions bancaires en liquidation, dépôts des institutions financières non bancaires et dépôts des entreprises publiques non financières) s'est élevée à 404,77 milliards de FCFA en fin septembre 2021, contre 412,79 milliards de FCFA un an plus tôt.

## F. SITUATION BANCAIRE

### 1. Evolution de la situation bilantielle

Le système bancaire équato-guinéen compte 5 banques en activité au 30 septembre 2021. Il s'agit de : Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE), BGFIBank Guinée Equatoriale, CCEI Bank Guinea Ecuatorial, Ecobank Guinée Equatoriale et Société Générale de Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE).

Le total agrégé des bilans s'établit à 1 695 milliards de FCFA. Il a légèrement baissé de 0,8 % au cours du dernier mois écoulé mais a toutefois progressé de 2,2 % par rapport à son niveau de septembre 2020.

Les dépôts collectés s'élèvent à 1 089 milliards de FCFA (64,2 % du total du bilan). Ils sont demeurés stables au cours du mois de septembre 2021. Par rapport à septembre 2020, ils sont en augmentation de 1,0 %.

Les crédits bruts à la clientèle sont de 974 milliards de FCFA. Ils ont stagné au cours du dernier mois écoulé et sont en retrait de 2,0 % par rapport à leur niveau de septembre 2020.

Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle se sont accrues de 0,1 % au cours du mois de septembre 2021, se situant de nouveau au niveau atteint douze mois auparavant. Elles s'établissent à 170 milliards de FCFA.

En conséquence, les crédits nets se fixent à 804 milliards de FCFA (47,4 % du total du bilan), soit une variation mensuelle de -0,1 % et annuelle de -2,3 %.

Les créances en souffrance s'élèvent à 597 milliards de FCFA. Elles représentent 61,3 % des crédits bruts contre 61,2 % et 52,2 % respectivement un et douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est dégradée par rapport à la situation prévalant en septembre 2020 et est demeurée stable au cours du mois de septembre 2021.

Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions se situe à 28,5 %, contre 32,8 % l'année précédente à la même date. Il se maintient à un niveau identique à celui atteint le mois précédent.

Les déclarations des banques et les résultats des dernières vérifications font ressortir un besoin de provisions complémentaires de 36 milliards de FCFA, soit un niveau identique à celui du mois précédent et contre 24 milliards de FCFA l'année précédente à la même date.

La couverture des crédits par les dépôts s'établit à 135,4 % (contre 135,3 % un mois plus tôt et 131,0 % en septembre 2020). Ainsi, les opérations avec la clientèle dégagent un excédent de ressources de 285 milliards de FCFA. On relevait un excédent de 284 milliards de FCFA le mois précédent et de 255 milliards de FCFA en septembre 2020.

Les banques de la Guinée Equatoriale dégagent un excédent des capitaux permanents de 172 milliards de FCFA par rapport aux valeurs immobilisées. Le mois précédent, un excédent de 173 milliards de FCFA était observé. A fin septembre 2020, il s'élevait à 176 milliards de FCFA.

L'excédent de trésorerie se situe à 458 milliards de FCFA (27 % du total du bilan). Il a enregistré des fluctuations de 0,0 % et +2,6 %, respectivement par rapport à la situation du mois précédent et à celle prévalant douze mois plus tôt.

**Tableau 5 : Évolution de la situation bilantielle**  
(en millions de francs CFA)

En millions de FCFA	30/09/2019	30/09/2020	31/03/2021	30/06/2021	31/08/2021	30/09/2021
<b>DEPOTS DE LA CLIENTELE</b>	1 226 165	1 077 941	1 027 083	1 073 345	1 087 936	1 088 658
Crédits bruts	978 932	993 583	1 012 589	981 637	974 458	974 206
Créances en souffrance	465 263	519 040	551 527	596 006	596 337	596 987
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	167 486	170 454	177 132	170 047	170 201	170 403
<b>CREDITS NETS</b>	811 446	823 129	835 457	811 590	804 257	803 803
<b>CAPITAUX PERMANENTS</b>	289 336	277 693	280 883	282 554	279 129	277 667
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	94 758	101 676	100 073	107 600	106 009	105 656
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	22 529	15 784	17 356	3 249	1 638	1 509
<b>EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE</b>	631 826	446 613	389 792	439 958	458 437	458 375
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>1 758 775</b>	<b>1 657 364</b>	<b>1 631 308</b>	<b>1 674 196</b>	<b>1 708 804</b>	<b>1 694 548</b>

## 2. Respect des normes prudentielles

Au 30 septembre 2021<sup>5</sup>, sur la base des fonds propres déterminés selon le règlement COBAC R-2016/03, la situation prudentielle des 5 banques de la Guinée Equatoriale déclarantes est résumée ci-après :

- **trois banques** sont en infraction par rapport aux dispositions relatives à la représentation du capital minimum ;
- **aucune banque** extériorise un ratio de capitaux propres inférieur au minimum de 6,5 % ;
- **trois banques** extériorisent un ratio de fonds propres de base inférieur au minimum de 8 % ;
- **trois banques** extériorisent un ratio de couverture des risques pondérés par les fonds propres nets inférieur au minimum de 10 % ;
- **aucune banque n'enfreint** la limite globale de l'octuple des fonds propres nets pour la somme des risques pondérés supérieurs à 15 % desdits fonds propres ;
- **quatre banques** ne se conforment pas à la limite individuelle des risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire pour un montant maximum de 45 % de leurs fonds propres nets ;
- **quatre banques** présentent un ratio de couverture des immobilisations par les ressources permanentes en-dessous du minimum requis de 100 % ;
- **une banque** affiche un rapport de liquidité inférieur au minimum réglementaire de 100 % ;
- **toutes les banques** ne parviennent pas à financer au moins à hauteur de 50 % (seuil réglementaire) leurs emplois à plus de cinq ans de durée résiduelle par des ressources permanentes ;
- enfin, **quatre banques** enfreignent la limite globale des *engagements sur leurs actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur leur personnel* fixé à 15 % des fonds propres nets.

Au total, **aucune banque** ne dispose d'un niveau de fonds propres satisfaisant pour respecter l'ensemble des ratios prudentiels assis sur cet agrégat au 30 septembre 2021.

<sup>5</sup> Par décision COBAC D-2020/104 portant mesures d'adaptation de la réglementation prudentielle applicable aux établissements assujettis à la COBAC, la Commission Bancaire a diminué le volant de conservation des fonds propres de 2,5 % à 2 % du 24 août 2021 au 30 juin 2022.

Le coefficient de transformation, le ratio de couverture des immobilisations par les ressources permanentes et la limite globale des engagements sur les apparentés sont les normes les moins respectées.

## **G. EVOLUTION DU MARCHE MONETAIRE ET TITRES PUBLICS**

Le Comité de Politique Monétaire, tenant compte de la persistance de la pandémie de COVID-19 dans la CEMAC et la nécessité de préserver la stabilité extérieure de la monnaie, a décidé, lors de sa session ordinaire du 28 juin 2021, d'ajuster l'orientation de la politique monétaire mise en œuvre depuis mars 2020, en soutien des économies de la sous-région.

Ces ajustements consistent d'une part, au maintien de certaines mesures notamment l'encours des injections de liquidité à 250 milliards FCFA, les opérations d'injection de liquidité de longue maturité (12 mois) et les taux d'intérêts. Quant aux mesures suspendues, ils portent sur les réaménagements des conditions d'éligibilité des garanties aux opérations de refinancement de la BEAC adoptés lors de sa session du 24 juin 2020.

Ainsi, entre septembre 2020 et septembre 2021, l'activité du marché monétaire s'est caractérisée par: (i) la hausse de l'encours des injections de liquidité de la BEAC, en lien avec le maintien des injections actives de la BEAC sur le marché monétaire, conformément au plan de riposte à la Covid-19, (ii) la hausse du volume des transactions interbancaires, (iii) l'arrivée à terme du programme de rachat des titres publics par la BEAC sur le marché secondaire, (iv) la réactivation, suite à la Décision du CPM du 28 juin 2021, des reprises de liquidité via des opérations de maturité longue (1 mois), et (v) la poursuite du dynamisme du marché des titres publics.

Ainsi, l'activité du Marché Monétaire de la Guinée Equatoriale s'établit comme suit :

### **▪ COMPARTIMENT DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE SUR LE MARCHE MONETAIRE**

L'encours moyen des injections de liquidité a augmenté de 13 milliards de FCFA, pour se situer à 170 milliards de FCFA à fin septembre 2021. Ces concours sont constitués : i) des avances au titre de l'opération principale d'injection de liquidité à 7 jours dont l'encours moyen a légèrement augmenté de 22 milliards de FCFA à 26 milliards de FCFA entre les deux périodes; ii) des avances au titre de l'opération d'injection de liquidité à maturité longue revenues de 15 milliards de FCFA à 10 milliards de FCFA entre septembre 2020 et septembre 2021; iii) des facilités permanentes de prêt marginal dont l'encours a progressé de 120 milliards de FCFA à 134 milliards de FCFA entre les deux périodes, en lien avec la levée du plafond de refinancement de la CCEIBANK GE. Les facilités permanentes de prêt marginal ont représenté 78% de l'encours global des injections de liquidité de la Banque Centrale à fin septembre 2021.

Ainsi, en application de la décision du CPM n°02/CPM/2021 du 28 juin 2021 portant la réactivation des opérations de reprise de liquidité, quatre opérations d'un montant de 100 milliards de

FCFA chacune ont été lancées par la BEAC au cours de la période analysée. Aucune soumission des banques de la place n'a été enregistrée.

S'agissant des autres interventions, aucune opération structurelle n'a été déclenchée. Il en est de même pour les opérations de réglage fin, les apports de liquidités d'urgence, des avances intra-journalières et des avances via le guichet spécial de refinancement à moyen terme.

Concernant le coût des ressources, le taux moyen pondéré des montants adjugés au titre des opérations principales d'injection de liquidité a oscillé entre 3,77% et 3,87% pour le mois de septembre 2021.

Quant au collatéral ayant servi comme garantie aux opérations de refinancement de la BEAC, il est à signaler la préférence des établissements de crédit pour les titres publics émis dans la CEMAC, qui s'est établi à 170 milliards de FCFA afin septembre 2021 contre 157 milliards de FCFA un an auparavant.

## ▪ EVOLUTION DES TAUX D'INTERETS

Les principaux taux d'interventions de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, réaménagés par le Comité de Politique Monétaire le 27 mars 2020 (Décision N°01/CPM/2020), demeurent inchangés et se présentent comme suit :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)..... **3,25%** (*inchangé*)
- Taux de la facilité marginale de prêt ..... **5,00%** (*inchangé*)
- Taux de la facilité marginale de dépôts..... **0,00%** (*inchangé*)

Les taux de rémunération des dépôts publics à la BEAC demeurent inchangés (Décision 02/CPM/2014 du 08/07/2014) et se présentent comme suit :

- Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de Réserves pour les Générations Futures (TISPP<sub>0</sub>) ..... **0,40%**
- Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (TISPP<sub>1</sub>) ..... **0,05%**
- Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre des Dépôts Spéciaux (TISPP<sub>2</sub>).....**0,00%**

## ▪ COMPARTIMENT INTERBANCAIRE

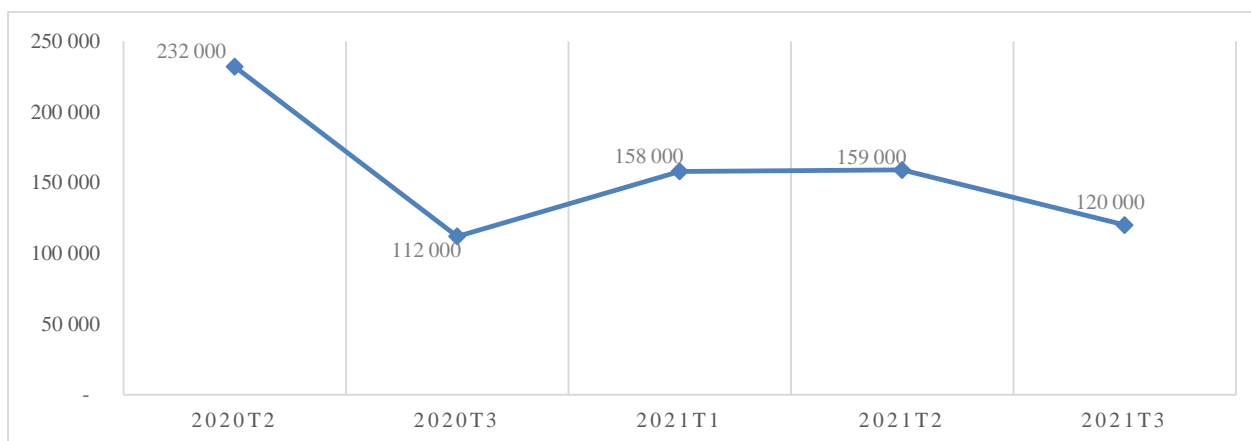
Le volume des transactions interbancaires s'est accru au cours du troisième trimestre 2021, traduisant le rétablissement de la confiance et le relèvement du niveau de risque perçu par les banques de la place dans le contexte de crise lié à la pandémie du *COVID-19*.

En effet, l'encours des transactions interbancaires au cours du troisième trimestre 2021 s'est établi à 120,90 milliards de FCFA (*opérations de pension livrée*), contre 112,70 milliards de FCFA

au troisième trimestre 2020. Les volumes échangés sur ce compartiment ont porté sur les opérations de maturité de 1 mois.

Le taux interbancaire moyen pondéré (TIMP) à 1 mois des opérations col latéralisées est revenu de 5% à 4,9% à fin septembre 2021.

**Graphique 1** : évolution trimestrielle du volume des transactions interbancaires (millions de FCFA)



## ▪ MARCHE DES TITRES PUBLICS

Au cours de la période d'examen, le marché de titres publics, malgré le contexte difficile lié à la pandémie du Covid-19 s'est caractérisé par : *i*) la poursuite du dynamisme du compartiment primaire des titres publics, et *ii*) une légère hausse des coûts des émissions. Les montants mobilisés par le Trésor ont augmenté de 73% sur deux ans, passant de 240,12 milliards de FCFA (*\_18 appels d'offres sur Bons du Trésor Assimilables dont 17 à 52 semaines et 01 à 26 semaines*) entre septembre 2019 et septembre 2020, à 414,43 milliards de FCFA, entre septembre 2020 et septembre 2021 (*23 appels d'offres sur Bons du Trésor Assimilables dont 19 à 52 semaines et 04 appels d'offres sur Obligations du Trésor Assimilables à 03 et 04 ans*).

L'évolution mensuelle du taux moyen pondéré des émissions des BTA s'est légèrement hissé, oscillant entre 7,35% et 8,04% au cours du troisième trimestre 2021, contre un coût moyen oscillant entre 7,81% et 8,03% au cours du troisième trimestre, un an auparavant. S'agissant du prix moyen pondéré des émissions des OTA, ils ont oscillé entre 8 652 et 9 301 FCFA.

L'encours global des titres publics à souscription libre du Trésor Public de la République de Guinée Équatoriale a augmenté de 37%, passant de 489,12 milliards de FCFA à fin septembre 2020, à 669,52 milliards de FCFA à fin septembre 2021 (*inclue la titrisation de la dette intérieure de l'Etat avec la CCEIBANK GE*).

## ▪ RÉSERVES OBLIGATOIRES

Le volume des réserves obligatoires à constituer par les assujettis a baissé de 0,9 milliards de FCFA au cours de la période de référence, pour s'établir à 72,77 milliards de FCFA à fin septembre 2021. Ils se sont maintenus quasiment stables en cadence mensuelle mais sont en diminution de 1% en variation annuelle. Sur cette même période, seule (01) banque est en déficit de constitution des réserves obligatoires.

Les coefficients de Réserves Obligatoires ont demeuré inchangés sur la période sous revue, à 7% pour les exigibilités à vue et à 4,5% pour les exigibilités à terme.

## ▪ OPERATIONS AVEC LE TRESOR PUBLIC

Les créances de la Banque Centrale sur le Trésor National se sont maintenues à 608,70 milliards de FCFA au cours du troisième trimestre 2021. S'agissant des placements du Trésor, ils ont évolué comme suit :

Le solde du compte « *Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (MSRB)* » a progressé de 2,16 milliards de FCFA à 47,16 milliards de FCFA entre septembre 2020 et septembre 2021, en augmentation de 95%, suite à un nouveau placement effectué par le Trésor.

En ce qui concerne, le solde du compte « *Fonds des Réserves pour les Générations Futures* », il s'est établi à 42,54 milliards de FCFA à fin septembre 2021 contre un solde de 70,35 milliards de FCFA, observé un an auparavant soit un repli de 39%, suite aux retraits anticipés effectués par le Trésor.

Quant au solde du compte « *Dépôts spéciaux* », il a progressé de 10,53 milliards de FCFA à 53,17 milliards de FCFA, en augmentation de 80%, suite au volume des approvisionnements des recettes issues de l'activité pétrolière, effectués par le Trésor.

## III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EQUATORIALE A COURT ET MOYEN TERMES (2022-2024)

En dépit de la maîtrise des effets économiques récessifs au niveau mondial, régional et national de la pandémie de la Covid-19, l'économie équato-guinéenne demeurerait en récession dans le secteur pétrolier, tandis que le non pétrolier renouerait avec la croissance à moyen terme. Entre 2022 et 2024, en moyenne annuelle, le taux de croissance reculerait de 2,4 % en raison du vieillissement des champs déjà en production, les activités dans le secteur pétrolier devraient baisser de 10,0% en moyenne sur la période sous revue. Tandis que, l'activité non pétrolière augmenterait de 2,3% en raison du dynamisme des branches telles que l'agriculture, la sylviculture et l'énergie.

Les principales hypothèses sur lesquelles reposent l'évolution de l'économie équato-guinéenne entre 2022 et 2024 sont les suivantes :

- i)* **Cours des produits de base** : il est prévu une légère baisse des cours moyens du pétrole brut équato-guinéen sur la période, s'établissant à 60,7 dollars/baril en 2022 (-1,9%), 57,5 dollars/baril en 2023 (-5,3%) et 55,2 dollars/baril en 2024 (-4,0%) ;
- ii)* **Production annuelle des hydrocarbures** : le pétrole brut diminuerait de 11,1% en 2022, de 13,1% en 2023 et de 12,8% en 2024. Par ailleurs, les exportations de méthanol, LNG et les autres Gaz augmenterait de 1,6% en 2022, et diminuerait par la suite de 3,9% en 2023 et de 9,8 % en 2024 ;
- iii)* **Mesures publiques de soutien à l'économie** : la Guinée Equatoriale continuera de bénéficier du soutien du FMI et des autres bailleurs de fonds pour le redressement de l'activité et la mise en application des mesures économiques nécessaires au programme national de diversification économique horizon 2035.

Ainsi, les projections à moyen terme révisées par les services de la BEAC tablent sur un taux de croissance du PIB réel de 1,6% en 2022, de -2,3% en 2023 et de -2,5% en 2024.

A moyen terme (2022-2024), les tensions inflationnistes resteraient contenues en dessous de la norme communautaire de 3 % à l'horizon 2022. La gestion des finances publiques devrait se détériorer, avec un solde budgétaire, base engagements hors dons, d'environ -1,8 % du PIB en moyenne, après -0,6 % en 2021. S'agissant du secteur extérieur, le déficit du solde du compte courant devrait s'établir autour de -13,3 % du PIB, après -3,7 % du PIB en 2021.

Sur le plan monétaire, on enregistrerait une augmentation exponentielle des avoirs extérieurs nets d'environ 72 % à moyen terme sur la période. Les réserves de change progresseraient au cours de la période sous revue, pour se situer autour de 1,9 mois d'importations de biens et services sur la période.

# ANNEXES

**Tableau 1 : Principaux indicateurs économiques et financiers 2010-2024**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	(Variations annuelles, en %)				0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	MAJ/oct -2	Prév.	Prév.	Prév.	
<b>PIB, prix et population</b>															
Taux de croissance (PIB global en termes réels)	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,0	-3,1	-4,4	-4,8	1,6	1,6	-2,3	-2,5
dont secteur pétrolier	-7,5	0,1	3,4	-7,7	1,2	-15,0	-8,8	-6,5	-10,3	-10,9	-5,3	0,2	-5,5	-8,7	-11,3
secteur non pétrolier	2,5	11,9	15,7	0,9	-3,1	-2,2	-10,1	2,8	4,2	1,2	-4,4	2,6	6,8	2,0	2,6
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation (prix à la consommation - en moyenne annuelle)	5,6	4,8	3,6	3,0	4,3	1,7	1,4	0,8	1,3	1,2	5,0	-0,8	2,4	2,9	2,9
<b>Finances publiques</b>															
Recettes totales	-9,8	32,5	12,1	-15,7	-3,0	-20,9	-45,4	6,7	20,0	-14,2	-33,9	4,9	1,1	-5,0	-3,8
dont recettes pétrolières	-11,4	36,2	8,1	-14,2	-8,2	-25,9	-51,2	17,6	23,4	-16,5	-36,7	7,7	-8,4	-14,7	-15,5
recettes non pétrolières	8,4	-1,3	44,1	-17,9	48,8	9,5	-21,5	-21,0	7,2	-4,3	-22,9	-4,0	34,8	18,3	16,5
Dépenses totales	-11,0	9,9	45,4	-17,3	2,6	-4,9	-42,2	-26,1	3,7	-22,3	-17,1	-2,5	3,3	-1,0	-0,1
dont dépenses courantes	31,5	10,3	62,9	6,9	-10,9	-11,9	4,2	2,6	3,9	1,3	-10,6	6,3	-0,8	-0,3	0,4
dépenses en capital	-16,9	9,9	41,5	-23,4	7,4	-2,9	-54,6	-43,7	3,4	-48,8	-31,5	-28,0	35,1	-3,1	-1,7
<b>Monnaie et crédit</b>															
Avoirs extérieurs nets	-25,9	37,3	43,1	4,8	-31,6	-47,6	-80,9	-57,1	42,0	-177,7	-219,5	-36,5	35,1	48,6	134,7
Crédits à l'économie	36,4	26,1	-15,3	33,6	17,3	14,0	3,7	1,4	1,8	-20,6	0,0	5,7	4,9	7,9	2,7
Créances nettes sur l'Etat	56,0	-105,7	8,5	-18,0	43,9	71,6	227,4	50,9	3,6	97,8	10,1	34,7	1,2	8,8	10,8
Monnaie (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	23,4	14,4	19,4	17,6
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	200,0	52,8	-34,5	93,3	-39,2	71,5	4,8	-5,3	-16,7	-20,0
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB non pétrolier/M2)	3,04	2,96	2,24	2,21	2,63	2,88	3,18	3,35	3,63	4,09	4,36	3,68	3,41	2,93	2,56
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	4,00	4,00	4,00	3,25	2,95	2,95	2,45	2,95	3,50	3,50	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25
<b>Secteur extérieur</b>															
Exportations, fob	27,0	16,7	10,2	-17,2	-9,9	-46,1	-28,5	24,4	13,6	-16,5	-38,5	48,4	-8,7	-14,4	-14,6
Importations, fob	54,5	-20,6	7,1	-3,5	-4,6	-23,1	-6,4	-11,3	-0,9	-22,0	-31,0	41,1	15,5	-7,9	-6,8
Termes de l'échange	25,0	38,4	-2,0	-3,0	-10,3	-46,5	-5,3	26,6	24,9	-6,6	-33,7	52,0	1,5	-7,4	-6,5
Variation des prix à l'exportation	32,8	42,7	5,4	-9,4	-10,5	-36,1	-19,3	23,9	24,3	-3,1	-36,5	57,4	5,7	-6,6	-5,1
Variation des prix à l'importation	6,2	3,1	7,6	-6,6	-0,2	19,4	-14,8	-2,2	-0,4	3,7	-4,3	3,6	4,2	0,8	1,5
Taux de change effectif réel	(8,7)	0,5	-1,2	6,9	5,8	-0,1	1,5	-1,6	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	(8,7)	0,5	-1,2	7,0	5,9	0,1	1,3	-1,5	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	1,2	2,4	-0,2	1,7	3,1	-0,2	2,1	-2,9	...	...	...	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	(46,7)	(47,5)	-45,7	-55,8	-64,8	-64,6	-67,0	-64,3	...	...	...	...	...	...	...
<b>Monnaie et crédit (Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)</b>															
Avoirs extérieurs nets	-58,4	41,6	62,4	6,4	-41,3	-49,2	-49,1	-7,7	2,4	-15,2	-15,7	-21,4	9,6	7,6	9,0
Avoirs intérieurs nets	107,2	-35,5	-6,8	0,5	27,7	38,4	33,1	8,7	-5,1	7,3	8,7	44,8	4,8	11,9	8,6
Crédit intérieur net	113,4	-36,1	-2,3	2,3	34,4	36,7	31,4	11,0	6,4	6,1	30,1	4,9	11,9	8,6	
Créances nettes sur l'Etat	91,1	-50,7	7,9	-9,9	26,6	28,1	28,4	9,7	-1,0	27,5	6,1	24,8	0,9	6,1	6,8
Crédits à l'économie (crédits actifs)	22,3	14,7	-10,2	12,2	7,9	8,6	2,9	1,4	1,8	-21,1	0,0	5,4	3,9	5,8	1,8
Autres postes nets	-6,2	0,6	-4,5	-1,8	-6,8	1,7	1,7	-2,3	-5,8	0,9	2,7	14,7	0,0	0,0	0,0
Masse monétaire (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	23,4	14,4	19,4	17,6
<b>Comptes nationaux (Contribution à la croissance réelle, en %)</b>															
Produit intérieur brut	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,0	-3,1	-4,4	-4,8	1,6	1,6	-2,3	-2,5
dont secteur pétrolier	-4,8	0,0	2,0	-4,3	0,7	-8,3	-4,6	-3,4	-5,2	-5,1	-2,3	0,1	-2,3	-3,4	-4,1
secteur non pétrolier	0,9	4,5	6,4	0,4	-1,4	-1,0	-4,8	1,4	2,1	0,6	-2,5	1,5	3,9	1,2	1,6
Demande intérieure brute	17,4	18,4	7,3	1,8	-1,8	-29,4	-6,6	-2,1	3,1	-9,5	-15,7	13,8	9,6	-3,6	-3,0
Consommation	24,2	14,3	-0,4	3,8	3,2	-22,8	6,0	-14,8	2,3	-0,7	-13,3	13,9	10,5	-1,3	-1,0
Publique	0,9	0,5	7,2	1,7	-2,6	-2,0	1,0	0,1	0,8	0,7	-2,7	0,4	0,0	0,0	-0,4
Privée	23,3	13,9	-7,6	2,2	5,8	-20,8	4,9	-14,9	1,5	-1,4	-10,5	13,4	10,5	-1,4	-0,6
Investissements bruts	-6,8	4,1	7,7	-2,1	-5,1	-6,6	-12,6	12,7	0,8	-8,8	-2,4	-0,1	1,0	-2,2	-2,0
Publics	-6,3	0,4	6,5	-5,1	-1,8	-1,3	-10,8	-2,5	0,8	-3,2	-1,2	0,0	-0,9	0,0	-0,3
Privés (Entreprises et ménages)	-0,5	3,7	1,2	3,0	-3,3	-5,3	-1,8	15,2	0,0	-5,6	-1,2	0,0	-1,8	-2,2	-1,7
dont secteur pétrolier	-2,2	2,5	2,2	1,3	-3,7	-2,2	-1,0	8,2	-0,8	-5,4	-0,1	1,5	0,0	-1,3	-1,2
secteur non pétrolier	1,7	1,2	-1,1	1,7	0,4	-3,1	-0,8	6,9	0,9	-0,2	-1,1	-1,6	-1,8	-0,9	-0,5
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	-21,4	-13,9	1,1	-5,7	1,1	20,1	-2,8	0,1	-6,2	5,1	10,9	-12,2	-8,0	1,3	0,5
Exportations de biens et services non facteurs	-4,4	-19,9	2,9	-4,2	0,3	-4,2	-3,8	2,0	-6,6	-6,2	1,0	-8,5	-5,6	-2,1	-2,5
Importations de biens et services non facteurs	-17,0	6,0	-1,8	-1,6	0,8	24,4	1,0	-1,9	0,4	11,3	9,9	-3,7	-2,3	3,4	3,0
<b>Comptes nationaux (En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)</b>															
Investissements	32,8	33,1	39,4	39,1	35,8	46,7	28,2	31,8	29,4	26,3	26,9	27,3	30,5	30,1	29,7
dont Secteur pétrolier	1,9	3,9	5,7	7,0	3,6	3,1	1,1	10,3	8,6	8,3	8,9	11,1	12,6	11,4	10,2
Epargne intérieure	55,1	68,4	75,5	64,5	55,0	47,9	24,0	37,8	41,5	40,3	35,3	39,4	34,2	31,7	28,9
Epargne nationale	13,6	29,3	40,9	37,4	33,8	32,4	2,7	30,0	33,8	32,6	29,9	30,0	24,8	23,6	21,9
<b>Finances publiques</b>															
Recettes totales	26,6	30,3	30,7	27,5	26,9	29,8	19,1	18,6	20,6	18,5	14,2	12,7	12,7	12,4	12,2
Recettes pétrolières	24,0	28,1	27,4	25,0	23,1	24,0	13,7	14,7	16,8	14,6	10,8	9,9	9,0	7,9	6,8
Recettes non pétrolières	2,6	2,2	3,3	2,5	3,8	5,8	5,4	3,9	3,8	3,8	3,4	2,8	3,7	4,6	5,4
Dépenses totales	31,2	29,4	38,6	34,0	35,2	46,9	31,8	21,4	20,5	16,6	16,1	13,4	14,0	14,2	14,5
Dépenses courantes	5,6	5,3	7,8	8,9	8,0	9,9	12,1	11,3	10,9	11,5	12,0	10,8	10,6	10,9	11,2
Dépenses en capital	25,5	24,1	30,8	25,1	27,2	37,0	19,7	10,1	9,7	5,2	4,1	2,5	3,4	3,4	3,4
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	0,7	0,2	-0,4	-0,8
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	0,7	0,2	-0,4	-0,8
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % du	-72,6	-77,8	-95,4	-75,3	-72,2	-69,4	-40,2	-27,7	-26,6	-18,4	-15,4	-13,8	-12,5	-11,2	-9,8
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	-0,6	-1,3	-1,8	-2,3
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	-0,6	-1,3	-1,8	-2,3
Solde budgétaire de base (déficit -)	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	-0,6	-1,3	-1,8	-2,3
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-1,4	-2,8	-12,8	-10,3	-9,9	-20,9	-6,6	-1,3	-2,7	-0,7	-0,3	-2,6	-1,0	-1,5	-1,3
<b>Secteur extérieur</b>															
Exportations de biens et services non facteurs, fob	81,2	81,6	81,5	71,9	65,3	51,0	43,9	51,1	53,2	47,2	36,0	43,3	39,5	35,6	31,9
Importations de biens et services non facteurs, fob	58,9	46,4	45,3	46,4	46,1	49,8	48,2	45,1	41,1	33,2	27,7	31,2	35,7	34,0	32,6
Solde du compte courant (dons off.incl., déf. -)	-20,2	-6,1	-1,2	-2,7	-4,7	-18,3	-29,3	-8,6	-2,2	-0,9	-4,3	-3,6	-12,2	-13,1	-14,3
Solde du compte courant (dons off.excl., déf. -)	-20,3	-5,6	-1,2	-2,6	-4,1	-16,8	-29,2	-8,5	-2,1	-0,8	-4,3	-3,7	-12,2	-13,2	-14,4
Encours de la dette extérieure/PIB	4,3	7,3	8,0	6,8	8,9	8,9	10,6	9,8	11,7	11,5	9,1	6,6	9,4	11,3	13,3
Ratio du service de la dette/Export bsnf	0,4	0,4	1,0	2,8	2,6	3,4	4,0	2,7	2,7	4,7	16,2	5,7	5,4	6,3	7,5
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	1,2	1,2													

**Tableau 2 : Évolution de la production de bois en grume (volume en m3)**

PERIODE	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2 020	2 021	Var.20/21	Cumul 20	Cumul21	Var.20/21
Janv	8 315	8 650	4,03	8 315	8 650	4,03
Févr	9 193	1 560,5	-83,03	17 508	10 210	-41,68
Mars	10 384	1 268,5	-87,78	27 892	11 479	-58,84
Avr	2 242	1 700,2	-24,17	30 134	13 179	-56,26
Mai	3 502	12 597	259,70	33 636	25 776	-23,37
Juin	5 066	2 997	-40,85	38 703	28 773	-25,66
Juil	2 521	2 959	17,38	41 224	31 733	-23,02
Août	0	5 315		41 224	37 047	-10,13
Sept	0	5 055		41 224	42 103	2,13
Oct	0			41 224		
Nov	0			41 224		
Déc	0			41 224		

**Tableau 3 : Évolution de l'exportation de bois en grume (volume en m3)**

PERIODE	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2 020	2 021	Var.20/21	Cumul 20	Cumul21	Var.20/21
Janv	40 012	9 121	-77,20	40 012	9 121	-77,20
Févr	0	9 497		40 012	18 618	-53,47
Mars	0	4 443		40 012	23 061	-42,37
Avr	7 442	20 447	174,74	47 454	43 508	-8,32
Mai	1 940	17 401	796,94	49 394	60 909	23,31
Juin	0	23 244		49 394	84 153	70,37
Juil	0	17 960		49 394	102 113	106,73
Août	441	11 222	2 444,10	49 835	113 335	127,42
Sept	0	1 207		49 835	114 541	129,84
Oct	3 318			53 154		
Nov	0			53 154		
Dec	0			53 154		

**Tableau 4 : Évolution de la transformation de bois en grume (volume en m3)**

	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2 020	2 021	Var.20/21	Cumul 20	Cumul21	Var.20/21
Janv	2 531,2	3 096,6	22,34	2 531	3 097	22,34
Févr	2 200,5	4 018,9	82,63	4 732	7 115	50,38
Mars	2 219,4	4 804,3	116,47	6 951	11 920	71,48
Avr	512	3 650	613,25	7 463	15 569	108,63
Mai	0	4 471,85		7 463	20 041	168,55
Juin	1 621,5	10 921,97	573,59	9 084	30 963	240,85
Juil	1 753,3	5 473,27	212,17	10 838	36 437	236,21
Août	2 767,1	4 466,0	61,40	13 605	40 903	200,65
Sept	0	4 466,0		13 605	45 369	233,48
Oct	4 341,1			17 946		
Nov	0			17 946		
Déc	0			17 946		

**Tableau 5 : Évolution de la production du pétrole brut (volume en barils)**

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN TONNE		VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2 020	2 021	2 020	2 021	Var 20/21	2 020	2 021	Var 20/21
Janvier	707 789	631 230	5 078 184	3 941 898	-22,4	5 078 184	3 941 898	-22,4
Février	639 650	553 907	4 631 296	3 573 820	-22,8	9 709 480	7 515 718	-22,6
Mars	692 580	616 634	4 830 998	4 034 526	-16,5	14 540 478	11 550 244	-20,6
Avril	648 535	584 987	4 638 174	3 776 366	-18,6	19 178 652	15 326 610	-20,1
Mai	643 300	619 417	3 658 090	3 923 111	7,2	22 836 742	19 249 721	-15,7
Juin	619 750	587 072	4 348 211	3 854 368	-11,4	27 184 953	23 104 089	-15,0
Juillet	637 372	586 238	4 498 207	3 991 595	-11,3	31 683 160	27 095 684	-14,5
Août	626 294	558 128	4 527 597	3 812 295	-15,8	36 210 757	30 907 979	-14,6
Septembre	620 225	577 890	4 203 256	3 198 965	-23,9	40 414 013	34 106 944	-15,6
Octobre	630 652	540 839	4 216 595			44 630 608		
Novembre	605 344	563 314	3 787 554			48 418 162		
Décembre	647 454	553 334	4 035 367			52 453 529		

**Tableau 6 : Évolution de la production du pétrole condensat (volume en barils)**

PERIODE	VOLUME MENSUEL TONNE		VOLUMEN MENSUEL BARILS			VOLUMEN CUMULE EN BARILS		
	2 020	2 021	2 020	2 021	Var 20/21	2 020	2 021	Var 20/21
Janvier	128 117	83 295	1 054 025	685 275	-34,98	1 054 025	685 275	-34,98
Février	118 473	84 189	974 683	692 626	-28,94	2 028 708	1 377 901	-32,08
Mars	125 548	103 606	1 032 888	852 373	-17,48	3 061 596	2 230 274	-27,15
Avril	117 204	101 653	964 243	836 310	-13,27	4 025 839	3 066 584	-23,83
Mai	119 958	105 568	986 905	868 516	-12,00	5 012 744	3 935 100	-21,50
Juin	114 174	102 371	939 318	842 210	-10,34	5 952 062	4 777 310	-19,74
Juillet	108 589	109 935	893 368	904 445	1,24	6 845 430	5 681 755	-17,00
Août	107 808	109 661	886 942	902 189	1,72	7 732 372	6 583 944	-14,85
Septembre	103 693	89 221	853 086	734 029	-13,96	8 585 458	7 317 973	-14,76
Octobre	108 640		893 788			9 479 246		
Novembre	87 199		717 394			10 196 640		
Décembre	83 700		688 608			10 885 248		

**Tableau 7 : Évolution de la production du LNG (volume en BEP)**

PERIODE	VOLUME MENSUEL				VOLUME CUMULEE			
	2 020		2 021	Var 20/21	2 020		2 021	Var 20/21
	M3	BARILS	BARILS		M3	BARILS	BARILS	
Janvier	540 396	3 399 091	2 616 533	-23,02	540 396	3 399 091	2 616 533	-23,02
Février	637 321	4 008 749	2 912 220	-27,35	8 585 557	7 407 840	5 528 753	-25,37
Mars	586 620	3 689 840	4 310 348	16,82	12 862 017	11 097 680	9 839 101	-11,34
Avril	518 148	3 259 151	4 232 837	29,88	16 639 316	14 356 831	14 071 938	-1,98
Mai	519 589	3 268 215	4 264 526	30,48	20 427 119	17 625 045	18 336 464	4,04
Juin	492 096	3 095 284	4 352 472	40,62	24 014 499	20 720 329	22 688 936	9,50
Juillet	409 731	2 577 208	4 577 176	77,60	27 001 438	23 297 537	27 266 112	17,03
Août	517 352	3 254 144	4 592 159	41,12	30 772 934	26 551 681	31 858 271	19,99
Septembre	492 383	3 097 089	3 260 528	5,28	34 362 406	29 648 770	35 118 799	18,45
Octobre	448 321	2 819 939		-100,00	37 630 667	32 468 710		
Novembre	381 507	2 399 679		-100,00	40 411 853	34 868 389		
Décembre	410 855	2 584 278		-100,00	43 406 986	37 452 667		

**Tableau 8 : Évolution de la production du méthanol (volume en BEP)**

PERIODE	VOLUMEN MENSUEL TONNE		VOLUMEN MENSUEL EN BARILS			VOLUMEN CUMULE EN BARILS		
	2 020	2 021	2 020	2 021	Var 20/21	2 020	2 021	Var 20/21
Janvier	79 470	72 606	629 005	574 675	-8,64	629 005	574 675	-8,64
Février	2 608	82469,47	20 640	652 746	3 062,53	649 645	1 227 421	88,94
Mars	10 787	72344,35	85 378	572 606	570,67	735 023	1 800 027	144,89
Avril	65 854	77 134	521 234	610 515	17,13	1 256 257	2 410 542	91,88
Mai	73 482	88 970	581 612	704 200	21,08	1 837 869	3 114 742	69,48
Juin	70 767	78 461	560 121	621 020	10,87	2 397 990	3 735 762	55,79
Juillet	75 781	87 220	599 803	690 350	15,10	2 997 793	4 426 112	47,65
Août	63 371	89 669	501 581	709 729	41,50	3 499 374	5 135 841	46,76
Septembre	41 319	74 134	327 040	586 769	79,42	3 826 414	5 722 610	49,56
Octobre	77 273		611616			4 438 030		
Novembre	87261,78		690677			5 128 707		
Décembre	89229		706248			5 834 955		

**Tableau 9 : Évolution de la production d'autres gaz (butane, propane, LPG mixte)  
Volume en BEP**

PERIODE	VOLUME MENSUEL			VOLUME CUMULE		
	2 020	2 021	Var 20/21	2 020	2 021	Var 20/21
Janvier	509 199	427 926	-15,96	509 199	427 926	-15,96
Février	468 068	386 298	-17,47	977 267	814 224	-16,68
Mars	498 809	397 789	-20,25	1 476 076	1 212 013	-17,89
Avril	475 651	394 308	-17,10	1 951 727	1 606 321	-17,70
Mai	481 651	412 773	-14,30	2 433 378	2 019 094	-17,03
Juin	459 993	397 276	-13,63	2 893 371	2 416 370	-16,49
Juillet	456 266	408 771	-10,41	3 349 637	2 825 141	-15,66
Août	449 968	406 116	-9,75	3 799 605	3 231 257	-14,96
Septembre	430 757	313 426	-27,24	4 230 362	3 544 683	-16,21
Octobre	452 168			4 682 530		
Novembre	401 325			5 083 855		
Décembre	435 109			5 518 964		

**Tableau 10 : Évolution de l'exportation de pétrole en Guinée Equatoriale**

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN TONNES		VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2 020	2 021	2 020	2 021	Var 20/21	2 020	2 021	Var 20/21
Janvier	573 103	525 047	4 714 956	4 319 598	-8,4	4 714 956	4 319 598	-8,4
Février	588 888	281 947	4 844 825	2 319 594	-52,1	9 559 781	6 639 192	-30,6
Mars	556 452	486 303	4 577 965	4 000 844	-12,6	14 137 746	10 640 036	-24,7
Avril	556 907	618 538	4 581 714	5 088 752	11,1	18 719 460	15 728 788	-16,0
Mai	306 780	375 787	2 523 896	3 091 625	22,5	21 243 356	18 820 413	-11,4
Juin	551 779	576 854	4 539 524	4 745 813	4,5	25 782 880	23 566 226	-8,6
Juillet	576 020	451 683	4 738 957	3 716 026	-21,6	30 521 837	27 282 252	-10,6
Août	602 543	400 380	4 957 163	3 293 954	-33,6	35 479 000	30 576 206	-13,8
Septembre	515 839	443 808	4 243 838	3 651 235	-14,0	39 722 838	34 227 441	-13,8
Octobre	570 771		4 695 770			44 418 608		
Novembre	290 041		2 386 183			46 804 791		
Décembre	602 051		4 953 113			51 757 904		

**Tableau 11 : Évolution de l'exportation de Gaz en Guinée Equatoriale**

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN TONNES		VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2 020	2 021	2 020	2 021	Var 20/21	2 020	2 021	Var 20/21
Janvier	379 221	374 577	3 119 876	3 081 672	-1,22	3 119 876	3 081 672	-1,22
Février	353 510	345 565	2 908 351	2 842 988	-2,25	6 028 227	5 924 660	-1,72
Mars	351 430	681 169	2 891 237	5 604 020	93,83	8 919 464	11 528 680	29,25
Avril	359 853	660 508	2 960 537	5 434 040	83,55	11 880 001	16 962 720	42,78
Mai	410 921	624 877	3 380 677	5 140 909	52,07	15 260 678	22 103 629	44,84
Juin	290 774	678 334	2 392 221	5 580 700	133,29	17 652 900	27 684 329	56,83
Juillet	387 025	654 200	3 184 079	5 382 146	69,03	20 836 979	33 066 475	58,69
Août	345 620	715 713	2 843 441	5 888 220	107,08	23 680 419	38 954 695	64,50
Septembre	295 228	583 354	2 428 861	4 799 291	97,59	26 109 281	43 753 986	67,58
Octobre	353 774		2 910 521			29 019 802		
Novembre	301 249		2 478 395			31 498 197		
Décembre	313 652		2 580 438			34 078 635		

**Tableau 12 : Évolution de l'activité électrique en Guinée Equatoriale**

PERIODE	PRODUCTION ELECTRIQUE en milliers Kwh					
	2020	2021	Var.20/21	Cumul 2020	Cumul 2021	Var.20/21
Janv	91 138,48	91 114,90	-0,03	91 138,48	91 114,90	0,0
Févr	95 440,25	95 507,43	0,07	186 578,73	186 622,34	0,0
Mars	99 128,78	96 610,09	-2,54	285 707,51	283 232,42	-0,9
Avr	94 183,52	90 920,98	-3,46	379 891,03	374 153,40	-1,5
Mai	92 821,17	90 840,64	-2,13	472 712,20	464 994,04	-1,6
Juin	79 235,20	88 439,31	11,62	551 947,40	553 433,34	0,3
Juil	83 485,93	83 405,71	-0,10	635 433,33	636 839,05	0,2
Août	81 907,85	81 136,92	-0,94	717 341,18	717 975,97	0,1
Sept	80 206,66	81 490,81	1,60	797 547,84	799 466,78	0,2
Oct	85 673,07			883 220,90		
Nov	82 821,94			966 042,84		
Déc	91 966,68			1 058 009,53		

PERIODE	CONSOMMATION ELECTRIQUE en milliers Kwh					
	2020	2021	Var.20/21	Cumul 2020	Cumul 2021	Var.20/21
Janv	147 970,98	114 392,69	-22,69	147 970,98	114 392,69	-22,7
Févr	170 802,11	115 138,02	-32,59	318 773,09	229 530,71	-28,0
Mars	167 985,38	115 389,56	-31,31	486 758,47	344 920,27	-29,1
Avr	149 124,88	120 255,55	-19,36	635 883,35	465 175,82	-26,8
Mai	158 120,36	60 109,46	-61,98	794 003,70	525 285,28	-33,8
Juin	160 655,03	65 367,88	-59,31	954 658,73	590 653,16	-38,1
Juil	177 111,28	123 173,09	-30,45	1 131 770,02	713 826,24	-36,9
Août	167 779,51	123 601,40	-26,33	1 299 549,53	837 427,64	-35,6
Sept	136 996,81	123 653,08	-9,74	1 436 546,34	961 080,72	-33,1
Oct	109 117,76			1 545 664,09		
Nov	113 327,19			1 658 991,28		
Déc	113 736,12			1 772 727,39		

Tableau 13 : Évolution de la vente de Gas domestique en Guinée Equatoriale

PERIODE	VENTE MENSUEL DU GAS DOMESTIQUE en KG					
	2020	2021	Var.20/21	Cumul 2020	Cumul 2021	Var.20/21
Janv	502 913	661 685	31,57	502 913	661 685	31,57
Févr	494 942	660 316	33,41	997 855	1 322 001	32,48
Mars	561 507	710 700	26,57	1 559 362	2 032 701	30,35
Avr	552 382	692 769	25,41	2 111 744	2 725 470	29,06
Mai	520 122	671 719	29,15	2 631 866	3 397 189	29,08
Juin	506 822	718 273	41,72	3 138 688	4 115 462	31,12
Juil	667 341	679 366	1,80	3 806 029	4 794 828	25,98
Août	647 858	718 516	10,91	4 453 887	5 513 344	23,79
Sept	643 960	673 995	4,66	5 097 847	6 187 339	21,37
Oct	669 554			5 767 401		
Nov	670 354			6 437 755		
Déc	743 886			7 181 641		

PERIODE	VENTE MENSUEL DU GAS DOMESTIQUE en F.CFA.					
	2020	2021	Var.20/21	Cumul 2020	Cumul 2021	Var.20/21
Janv	273	325	19,14	273	325	19,14
Févr	271	323	19,01	544	648	19,08
Mars	317	356	12,06	861	1 003	16,49
Avr	308	365	18,53	1 169	1 368	17,03
Mai	283	350	23,59	1 453	1 719	18,31
Juin	280	373	33,42	1 733	2 092	20,75
Juil	319	358	12,07	2 052	2 450	19,40
Août	314	377	20,18	2 366	2 827	19,50
Sept	355	359	1,31	2 720	3 186	17,13
Oct	322			3 042	3 186	
Nov	319			3 361	3 186	
Déc	360			3 721	3 186	

**Tableau 14 : Évolution du chiffre d'affaires des sociétés commerciales en Guinée Equatoriale (en millions de FCFA)**

PERIODE	Evolution Mensuel en millions FCFA			Evolution Cumulée en millions de FCFA		
	2 020	2 021	Var.20/21	2 020	2 021	Var.20/21
Janv	13 272,68	12 102,67	-8,8	13 272,68	12 102,67	-8,8
Févr	11 677,43	11 184,02	-4,2	24 950,10	23 286,70	-6,7
Mars	12 658,24	13 203,28	4,3	37 608,34	36 489,97	-3,0
Avr	12 865,37	12 677,11	-1,5	50 473,71	49 167,08	-2,6
Mai	12 069,12	12 899,82	6,9	62 542,84	62 066,90	-0,8
Juin	12 240,57	13 016,89	6,3	74 783,40	75 083,79	0,4
Juil	12 720,94	13 330,33	4,8	87 504,35	88 414,12	1,0
Août	13 753,07	13 630,53	-0,9	101 257,41	102 044,64	0,8
Sept	13 142,94	13 212,78	0,5	114 400,36	115 257,42	0,7
Oct	13 558,60			127 958,95		
Nov	14 128,89			142 087,84		
Déc	17 721,89			159 809,73		

**Tableau 15 : Évolution du secteur hôtelier en Guinée Equatoriale**

Taux d'occupation			Chiffres d'affaires Global		
2020	2021		2020	2021	Var. 20/21
28,3	35,2		817	1 096	34,10
31,5	35,8		1 742	2 044	17,37
26,7	35,9		2 158	3 052	41,45
23,2	34,3		2 582	3 955	53,18
24,0	34,6		3 527	5 026	42,51
23,7	34,3		4 236	5 954	40,55
24,7	34,2		5 290	6 888	30,21
26,4	34,6		6 420	7 875	22,65
27,4	34,7		7 402	8 807	18,98
			8 755		
			10 178		
			11 341		

**Tableau 16 : Situation monétaire résumée (en millions de FCFA)**

	déc-19	2020				2021				VARIATIONS	
		mars	juin	septembre	décembre	mars	juin	août	septembre	Sept/Août 21	Sept 21/20
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	- 76 963	- 114 702	- 108 452	- 164 934	- 245 921	- 265 554	- 264 111	- 155 354	- 112 313	27,71%	31,90%
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	1 327 138	1 321 444	1 545 459	1 550 806	1 653 660	1 632 155	1 599 954	1 559 626	1 433 012	8,12%	-7,60%
Crédit à l'Etat	384 221	386 508	616 232	629 504	711 131	692 332	683 490	659 810	532 807	19,25%	-15,36%
Crédit à l'Economie	942 917	934 936	929 227	921 302	942 529	939 823	916 464	899 816	900 205	-0,04%	-2,29%
<b>TOTAL RESSOURCES=CONTREPARTIES</b>	1 250 175	2 363 968	2 589 273	1 385 872	1 407 739	1 366 601	1 335 843	1 404 272	1 320 699	5,95%	-4,70%
<b>MONNAIE ET QUASI-MONNAIE</b>	1 070 435	1 042 524	1 043 814	1 000 575	995 612	955 491	965 800	1 021 989	1 012 087	0,97%	1,15%
<b>AUTRES RESSOURCES</b>	179 717	164 218	164 218	124 837	407 106	411 110	370 043	492 608	350 980	28,75%	181,15%

**Tableau 17 : Evolution des avoirs extérieurs nets**

	déc-19	2020				2021				Variation	
		mars	juin	septembre	décembre	mars	juin	août	septembre	sept/août21	sept21/20
<b>AVOIRS EXTERIEURS BRUTS</b>	<b>172 735</b>	<b>160 978</b>	<b>146 691</b>	<b>137 866</b>	<b>140 127</b>	<b>120 305</b>	<b>113 963</b>	<b>249 239</b>	<b>241 929</b>	<b>-2,93%</b>	<b>75,48%</b>
BEAC	20 875	22 491	22 818	30 723	29 954	9 228	7 677	142 391	144 014	1,14%	368,75%
- dont Compte d'opérations et Compte Spécial de Nivellement	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
BANQUES COMMERCIALES	151 860	138 487	123 873	107 143	110 173	111 077	106 286	106 848	97 915	<b>-8,36%</b>	<b>-8,61%</b>
- SGB-GE	7 542	5 810	6 502	5 337	13 229	5 217	10 139	10 139	10 133	<b>-0,06%</b>	<b>89,86%</b>
- CCEI BANK GE	38 421	36 683	36 208	36 068	34 803	34 296	32 981	32 396	31 788	<b>-1,88%</b>	<b>-11,87%</b>
- BGFI BANK	76 014	63 491	60 954	46 049	44 432	49 871	45 878	42 897	33 481	<b>-21,95%</b>	<b>-27,29%</b>
- BANGE	8 527	2 061	1 927	1 398	2 261	7 307	136	1 221	2 703	<b>121,38%</b>	<b>93,35%</b>
- ECOBANKGE	21 356	30 442	18 282	18 291	15 448	14 386	17 152	20 195	19 810	<b>-1,91%</b>	<b>8,30%</b>
<b>ENGAGEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>249 698</b>	<b>275 680</b>	<b>255 143</b>	<b>302 800</b>	<b>386 048</b>	<b>385 859</b>	<b>378 074</b>	<b>404 593</b>	<b>354 242</b>	<b>-12,44%</b>	<b>16,99%</b>
BEAC	145 860	162 857	145 040	196 082	292 340	294 732	284 549	300 187	263 379	<b>-12,26%</b>	<b>34,32%</b>
- dont Compte d'opérations	95 559	112 023	94 251	147 574	244 845	245 924	235 578	132 252	94 323	<b>-28,68%</b>	<b>-36,08%</b>
Recours aux crédits FMI	23 743	23 931	23 601	23 096	22 743	23 220	23 059	23 121	23 375	<b>1,10%</b>	<b>1,21%</b>
BANQUES COMMERCIALES	103 838	112 823	110 103	106 718	93 708	91 127	93 525	104 406	90 863	<b>-12,97%</b>	<b>-14,86%</b>
- SGB-GE	1 890	6 199	8 700	5 458	4 425	10 004	11 001	11 241	6 918	<b>-38,46%</b>	<b>26,75%</b>
- CCEI BANK GE	79 593	73 079	72 418	71 475	70 243	66 641	66 692	65 637	65 718	<b>0,12%</b>	<b>-8,05%</b>
- BGFI BANK	11 998	15 596	16 934	16 727	9 683	7 634	8 373	17 173	7 500	<b>-56,33%</b>	<b>-55,16%</b>
- BANGE	769	7 671	3 163	994	685	182	1 422	3 597	4 588	<b>27,55%</b>	<b>361,57%</b>
- ECOBANKGE	9 588	10 278	8 888	12 064	8 672	6 666	6 037	6 758	6 139	<b>-9,16%</b>	<b>-49,11%</b>
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>- 76 963</b>	<b>-114 702</b>	<b>- 108 452</b>	<b>- 164 934</b>	<b>- 245 921</b>	<b>- 265 554</b>	<b>- 264 111</b>	<b>- 155 354</b>	<b>- 112 313</b>	<b>-27,71%</b>	<b>31,90%</b>

**Tableau 18 : Evolution des créances nettes sur l'Etat (en millions FCFA)**

	déc-19	2020				2021				Variation	
		mars	juin	septembre	décembre	mars	juin	août	septembre	Sept/Août21	Sept 21/20
<b>Position Nette Vis-à-vis de la Banque Centrale</b>											
BEAC	384 135	430 586	411 186	429 375	487 724	490 314	509 559	443 002	317 738	-28,28%	-26,00%
Avances de la BEAC	608 979	608 920	608 861	608 802	608 743	610 732	608 703	610 732	608 703	-0,33%	-0,02%
Avance en Comptes Courants (art.21)	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Avance exceptionnelle au Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Avance Consolidés sur l'Etat	608 979	608 920	608 861	608 802	608 743	610 732	608 703	610 732	608 703	-0,33%	-0,02%
Dépôts et Encaisses de l'Etat	- 224 844	- 178 334	- 197 675	- 179 427	- 121 019	- 120 418	- 99 144	- 167 730	- 290 965	73,47%	-62,16%
<b>Position Nette Vis-à-vis du FMI</b>											
FMI	23 743	23 931	23 601	23 096	22 743	23 220	23 059	23 121	23 375	1,10%	1,21%
<b>Position Nette Vis-à-vis des banques</b>											
BANQUES COMERCIALES	- 23 657	- 68 009	181 445	177 033	200 664	178 798	150 872	193 687	191 694	-1,03%	8,28%
Avances des banques	141 904	120 234	390 116	390 365	400 773	397 540	405 492	410 094	414 103	0,98%	6,08%
Gouvernement	138 246	116 057	385 999	388 218	397 874	395 397	403 536	394 948	398 754	0,96%	2,71%
Trésor	6 640	-	10 631	10 631	10 630	9 930	-	8 747	8 506	-2,76%	-19,99%
Bons de Trésor et assimilés	123 462	108 805	368 271	370 732	380 571	379 059	388 273	380 239	384 394	1,09%	3,69%
Autres crédits au Gouvernement	8 144	7 252	7 097	6 855	6 673	6 408	15 263	5 962	5 854	-1,81%	-14,60%
Organismes Publis	3 658	4 177	4 117	2 147	2 899	2 143	1 956	15 146	15 349	1,34%	614,90%
Dépôts de l'Etat	- 165 561	- 188 243	- 208 671	- 213 332	- 200 109	- 218 742	- 254 620	- 216 407	- 222 409	2,77%	-4,25%
<b>POSITION NETTE DEL'ETAT</b>	<b>384 221</b>	<b>386 508</b>	<b>616 232</b>	<b>629 504</b>	<b>711 131</b>	<b>692 332</b>	<b>683 490</b>	<b>659 810</b>	<b>532 807</b>	<b>-19,25%</b>	<b>-15,36%</b>

**Tableau 19 : Evolution des crédits à l'économie (en millions FCFA)**

	déc-19	2020				2021				Variation
		mars	juin	septembre	décembre	mars	juin	août	septembre	Sept 21/20
<b>CREDITS A COURT TERME</b>	<b>764 514</b>	<b>751 500</b>	<b>745 814</b>	<b>732 144</b>	<b>747 441</b>	<b>751 504</b>	<b>730 653</b>	<b>724 658</b>	<b>728 057</b>	<b>-0,56%</b>
SGB-GE	149 432	141 710	137 618	131 495	131 302	139 523	129 869	121 394	121 695	-7,45%
CCEI BANK-GE	380 813	384 932	387 301	388 519	390 412	392 052	393 666	389 697	392 798	1,10%
BGFI BANK	107 499	108 008	103 293	109 483	108 608	105 867	99 074	102 482	101 750	-7,06%
BANGE	100 878	91 806	91 416	80 983	97 338	94 327	88 195	91 328	92 038	13,65%
ECOBANKGE	25 892	25 044	26 186	21 664	19 781	19 735	19 849	19 757	19 776	-8,71%
<b>CREDITS A MOYEN TERMES</b>	<b>155 837</b>	<b>159 528</b>	<b>159 725</b>	<b>163 671</b>	<b>168 791</b>	<b>160 026</b>	<b>163 617</b>	<b>152 713</b>	<b>149 678</b>	<b>-8,55%</b>
SGB-GE	22 930	21 559	20 021	19 462	19 737	16 775	16 079	16 014	15 880	-18,41%
CCEI BANK-GE	46 697	44 452	42 172	41 216	38 632	36 050	33 397	36 166	34 633	-15,97%
BGFI BANK	11 302	11 222	10 884	13 558	22 167	21 364	24 076	15 162	14 942	10,21%
BANGE	74 653	82 033	86 425	89 235	88 049	85 633	89 865	85 185	84 038	-5,82%
ECOBANKGE	255	262	223	200	206	204	200	186	185	-7,50%
<b>CREDITS A LONG TERMES</b>	<b>22 566</b>	<b>23 908</b>	<b>23 688</b>	<b>25 487</b>	<b>26 297</b>	<b>28 293</b>	<b>22 194</b>	<b>22 445</b>	<b>22 470</b>	<b>-11,84%</b>
SGB-GE	1 663	1 658	1 626	1 547	1 483	1 437	1 391	1 360	1 322	-14,54%
CCEI BANK-GE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%
BGFI BANK	2 740	3 116	2 706	2 679	2 642	2 569	576	589	585	-78,16%
BANGE	18 163	19 134	19 356	21 261	22 172	24 287	20 227	20 496	20 563	-3,28%
ECOBANKGE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%
<b>TOTAL CREDITS A L'ECONOMIE</b>	<b>942 917</b>	<b>934 936</b>	<b>929 227</b>	<b>921 302</b>	<b>942 529</b>	<b>939 823</b>	<b>916 464</b>	<b>899 816</b>	<b>900 205</b>	<b>-2,29%</b>

**Tableau 20 : Evolution et structure de la masse monétaire (en millions FCFA)**

	déc-19	2020				2021				Variation	
		mars	juin	septembre	décembre	mars	juin	août	septembre	Sept/Août21	Sept 21/20
<b>DISPONIBILITES MONETAIRES</b>	818 444	787 166	771 784	749 539	725 301	691 839	702 378	744 493	735 696	-1,18%	-1,85%
Monnaie Fiduciaire	166 401	151 067	156 270	159 439	179 100	165 661	165 315	168 915	163 753	-3,06%	2,71%
Monnaie Scripturale	652 043	636 099	615 514	590 100	546 201	526 178	537 063	575 578	571 943	-0,63%	-3,08%
<b>QUASI-MONNAIE</b>	251 991	255 358	272 030	251 036	270 311	263 652	263 422	277 496	276 391	-0,40%	10,10%
<b>MASSE MONETAIRE</b>	1 070 435	1 042 524	1 043 814	1 000 575	995 612	955 491	965 800	1 021 989	1 012 087	-0,97%	1,15%

**Tableau 21 : Situation comptable :**

**A. ACTIF**

RUBRIQUES ACTIF	déc-19	2020				2021					TOTAL ZONE	Variation Sept/Août 21	Variation Août 21/20
		MARS	JUIN	SEPT	DÉCEMBRE	MARS	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE			
<b>DISPONIBILITES EXTERIEURES</b>	- 95 622	- 110 208	- 92 097	- 137 326	-240 012	-257 013	-248 054	-140 762	-129 182	-90 973	3 292 574	29,58%	33,75%
Avoirs Extérieurs à vue	- 92 586	- 106 095	- 89 170	- 132 347	-237 218	-234 865	-227 285	-136 826	-126 543	-89 180	3 233 423	29,53%	32,62%
Billets Etrangers	2 998	5 760	5 081	15 227	12 727	11 058	8 330	7 412	5 709	5 144	21 141	9,91%	66,22%
Correspondants Hors Zone d'Emission					0						63 826		
Trésor Français	- 95 584	- 111 854	- 94 251	- 147 574	-249 945	-245 924	-235 616	-144 238	-132 252	-94 323	3 148 456	28,68%	36,08%
Compte d'Opérations	- 95 584	- 111 854	- 94 251	- 147 574	-249 945	-245 924	-235 616	-144 238	-132 252	-94 323	3 148 456	28,68%	36,08%
Compte Spécial de Nivellement													
Autres Avoirs Extérieurs (SDM)	- 3 036	- 4 114	- 2 927	- 4 979	-2 794	-22 148	-20 769	-3 936	-2 639	-1 793	59 151	32,05%	63,99%
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	- 3 036	- 4 114	- 2 927	- 4 979	-2 794	-22 148	-20 769	-3 936	-2 639	-1 793	59 151	32,05%	63,99%
Opérations sur le Marché Financier													
<b>ENCAISSE-OR</b>					0	0	0	0	0	0	199 478		
<b>FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL</b>	47 621	47 947	47 207	46 450	45 540	46 433	46 087	46 135	165 324	166 951	1 175 138	-0,98%	259,42%
Quotes-Parts en devises	30 705	30 949	30 522	29 869	29 412	30 030	29 821	29 852	29 901	30 230	196 929	-1,10%	1,21%
Avoirs en DIS	16 916	16 998	16 685	16 581	16 128	16 403	16 266	16 283	135 423	136 722	978 209	-0,96%	724,59%
<b>CREANCES SUR LES BANQUES</b>	105 727	105 000	105 000	165 000	181 000	194 523	181 260	176 841	172 753	170 390	640 537	1,37%	3,27%
Concours du Marché Monétaire: Guichet A	105 727	105 000	105 000	165 000	181 000	194 523	181 260	176 841	172 753	170 390	574 619	1,37%	3,27%
Appels d'Offres											0		
Pensions et Autres	105 727	105 000	105 000	165 000	181 000	194 523	181 260	176 841	172 753	170 390	574 619	1,37%	3,27%
Avances à Moyen Terme Irrévocables: Guichet B					0	0	0	0	0	0	65 917		
Créances impayées					0	0	0	0	0	0	0		
<b>CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX</b>	608 979	609 935	608 861	608 802	608 743	610 732	610 732	609 718	610 732	651 071	3 173 457	-6,60%	6,94%
Avances en comptes courants (art. 18)						0	0	0	0	0	0		
Avances Exceptionnelles						0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'Economie consolidés sur l'Etat	608 979	609 935	608 861	608 802	608 743	610 732	610 732	609 718	610 732	608 703	2 770 115	0,33%	-0,02%
Titres détenus à des fins de politique monétaire										42 368			100,00%
<b>CONTREPARTIE des ALLOC. de DTS versées aux ETATS</b>											443 636		
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	6 653	6 968	6 554	6 474	6 298	5 859	5 857	5 904	5 824	5 830	616 413	-0,11%	-9,94%
Immobilisations financières	2 876	3 251	3 232	3 385	3 173	3 178	3 264	3 338	3 305	3 342	197 782	-1,13%	-1,26%
Créances sur le Personnel	2 876	3 251	3 232	3 385	3 173	3 178	3 264	3 338	3 305	3 342	48 548	-1,13%	-1,26%
Créances sur les Autres Banques Centrales											0		
Titres de Participations											42 730		
Autres Immobilisations Financières											106 504		
Immobilisations Incorporelles											12 339		
Immobilisations Corporelles	3 778	3 717	3 321	3 089	3 125	2 680	2 594	2 566	2 519	2 488	387 013	1,23%	-19,45%
Autres Valeurs Immobilisées											19 280		
<b>DEBITEURS DIVERS</b>	3 396	9	3 142	11	66	3 145	3 082	940	10	15	3 383	-55,95%	33,53%
Avances diverses au Personnel	21	13	14	14	12	15	9	11	10	15	759	-55,95%	10,35%
Autres Débiteurs Divers	- 4	- 4	4	- 2	- 4	0	0	0	0	0	-910	100,00%	100,00%
Comptes de Régulations - Actif	3 378		3 125	-	58	3 130	3 073	928	0	0	3 534	0,00%	0,00%
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>676 753</b>	<b>659 650</b>	<b>678 667</b>	<b>689 411</b>	<b>601 636</b>	<b>603 678</b>	<b>598 964</b>	<b>698 776</b>	<b>825 461</b>	<b>903 285</b>	<b>9 544 617</b>	<b>-9,43%</b>	<b>31,02%</b>

## Situation comptable :

### B. PASSIF

RUBRIQUES PASSIF	déc-18	déc-19	2020				2021					TOTAL ZONE	Variation Sept/Août 21	Variation Sept 21/20
			MARS	JUIN	SEPT	DÉCEMBRE	MARS	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE			
<b>BILLETS ET PIÈCES EN CIRCULATION</b>	197 758	207 729	199 337	198 771	203 897	219 157	201 880	206 435	208 353	211 253	209 549	3 735 283	1,39%	2,77%
<b>TRESOR ET COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX</b>	156 119	224 254	152 596	195 489	178 698	119 162	120 100	111 206	213 714	206 686	289 386	1 182 513	-3,29%	61,94%
Comptes courants	70 937	49 781	59 616	65 572	45 005	39 287	47 037	38 440	86 970	48 766	96 404	503 309	-43,93%	114,21%
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	1 785	120 795	20 790	70 793	50 791	2 786	2 786	2 786	2 787	52 787	47 788	220 063	1794,32%	-5,91%
Fonds de Réserves pour Générations Futures	46 327	46 512	46 558	46 589	70 479	70 541	57 565	47 729	32 679	42 690	42 700	50 963	30,63%	-39,41%
Dépôts spéciaux	37 071	7 167	25 632	12 535	12 423	6 548	12 712	22 251	91 278	62 443	102 493	408 177	-31,59%	725,04%
												0		
<b>BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES</b>	375 299	162 544	220 381	213 837	234 289	184 510	198 630	212 080	207 179	217 512	211 646	1 989 660	4,99%	-9,66%
Banques et Institutions Étrangères	25 249	25 690	25 677	26 115	26 115	24 608	26 115	24 705	24 705	24 705	24 705	159 485	0,00%	-5,40%
Banques et Institutions Financières de la Zone d'Émission	350 050	136 855	194 704	187 722	208 174	159 902	172 515	187 375	182 474	192 806	186 941	1 830 175	5,66%	-10,20%
Comptes courants	278 315	63 941	121 557	111 689	138 475	87 100	172 515	115 534	111 217	120 317	113 270	952 732	8,18%	-18,20%
Dépôts et placements sur marché monétaire												80 055		
Comptes de Réserves Obligatoires	71 735	72 914	73 147	76 033	69 699	72 802	0	71 841	71 257	72 489	73 671	797 282	1,73%	5,70%
Autres Comptes des Établissements de Crédit												106		
<b>AUTRES COMPTES COURANTS</b>	1 466	2 494	2 229	2 813	1 523	1 323	1 600	2 211	1 658	1 979	1 262	178 584	19,34%	-17,15%
												0		
<b>FMI : ALLOCATION des DTS</b>	24 923	25 367	25 568	25 216	24 676	24 299	24 809	24 636	24 662	143 877	145 457	1 245 797	483,39%	489,47%
												0		
<b>EMPRUNTS ET DETTES À LONG ET MOYEN TERME</b>												17 705		
<b>AUTRES PASSIFS</b>												67 345		
<b>PROVISIONS</b>												30 104		
<b>REPORT À NOUVEAU</b>												0		
<b>RÉSERVES</b>	- 1 911	- 1 911	- 2 243	- 2 739	- 3 268	- 2 088	- 3 153	- 1 893	- 1 870	- 1 835	- 1 601	746 430	1,88%	51,00%
<b>CAPITAL ET PRIME D'AUGMENTATION</b>						0	0	0	0	0	0	88 000		
<b>CRÉDITEURS DIVERS</b>	172	17	66	115	156	-73	-56	-79	-78	-7	-56	26 080	91,29%	63,99%
<b>TRANSFERTS NON DÉBOUÉS</b>						1 769	0	0	1 239	2	0	2 035	-99,87%	
<b>COMPTES DE RÉGULARISATIONS - PASSIF</b>	43 203	37 726	37 472	35 248	34 645	33 264	31 983	30 758	29 938	29 533	29 148	173 421	-1,35%	-15,87%
<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>	16 244	18 567	24 376	10 148	15 107	20 315	27 885	13 609	13 980	16 461	18 495	61 660	17,75%	22,43%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	813 273	676 753	659 650	678 667	689 411	601 636	603 678	598 964	698 776	825 461	903 285	9 544 617	18,13%	31,02%

*Tableau 22 : Operations principales d'injections de liquidité - septembre 2021 (en millions FCFA)*

<b>Résultats globaux des adjudications</b>	<b>Appel D'offres n°35</b>	<b>Appel D'offres n°36</b>	<b>Appel D'offres n°37</b>	<b>Appel D'offres n°38</b>	<b>TOTAL</b>
Montant mis en adjudication CEMAC	250 000	250 000	250 000	250 000	<b>1 000 000</b>
Montant total des offres exprimées CEMAC	281776	308184	268570	265498	<b>1124028</b>
Montant total des offres exprimées Ets en GE	25 000	25 000	30 000	25 000	<b>105 000</b>
Montant total servie CEMAC	256776	283184	238570	240498	<b>1019028</b>
Montant total servie Ets GE	25 000	25 000	30 000	25 000	<b>105 000</b>
Taux de souscription CEMAC	85,49%	123,27%	107,43%	106,20%	
Taux minimum proposé CEMAC	3,25%	3,25%	3,25%	3,25%	
Taux maximum proposé Ets en GE	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	
Taux marginal de l'adjudication CEMAC	3,66%	3,75%	3,76%	3,79%	
Taux moyen ponderé des soumissions CEMAC	3,75%	3,79%	3,84%	3,85%	
Taux moyen ponderé des montants adjugés CEMAC	3,77%	3,81%	3,87%	3,87%	

**Tableau 23 : Evolution mensuelle de l'encours globale des injections de liquidité (en millions FCFA)**

sept-20	157 000
oct-20	172 000
nov-20	176 000
déc-20	181 000
janv-21	184 000
févr-21	179 000
mars-21	197 000
avr-21	182 000
mai-21	183 000
juin-21	178 000
juil-21	179 000
août-21	179 000
sept-21	170 000

**Tableau 24 : Evolution mensuelle de l'encours globale des titres publics (en millions FCFA)**

sept-20	489 122
oct-20	500 241
nov-20	520 660
déc-20	530 469
janv-21	531 936
févr-21	533 937
mars-21	535 995
avr-21	552 330
mai-21	554 130
juin-21	564 751
juil-21	670 816
août-21	661 979
sept-21	669 518

Tableau 25 : Titres publics émis (en millions FCFA)

<b>Septembre 2019-Septembre 2020</b>		Montant émi	Montant Mobilisé
<b>4-sept.-20</b>	<b>GQ 1300000684 BTA-52 04-SEPT-2020</b>	15 000	15 000
<b>25-sept.-20</b>	<b>GQ 1300000692 BTA-52 25-SEPT-2020</b>	15 000	15 000
<b>10-oct.-20</b>	<b>GQ 1300000700 BTA-52 09-OCTO-2020</b>	15 000	15 000
<b>16-oct.-20</b>	<b>GQ 1300000718 BTA-52 16-OCTO-2020</b>	15 000	10 131
<b>8-janv.-21</b>	<b>GQ 1300000734 BTA-52 08-JANV-2021</b>	15 000	3 000
<b>22-janv.-21</b>	<b>GQ 1300000742 BTA-52-22-JANV-2021</b>	15 000	10 533
<b>5-févr.-21</b>	<b>GQ 1300000759 BTA-52-05-FEVR-2020</b>	15 000	12 999
<b>28-août-20</b>	<b>GQ 1200000032 BTA-26-28-AO UT-2020</b>	15 000	12 000
<b>12-mars-21</b>	<b>GQ 1300000767 BTA-52-12-MARS-2021</b>	15 000	15 000
<b>26-mars-21</b>	<b>GQ 1300000775 BTA-52-26-MARS-2021</b>	15 000	7 042
<b>2-avr.-21</b>	<b>GQ 1300000783 BTA-52-02-AVRIL-2021</b>	15 000	15 000
<b>16-avr.-21</b>	<b>GQ 1300000791 BTA-52-16-AVRIL-2021</b>	15 000	12 100
<b>07-mai-21</b>	<b>GQ 1300000809 BTA-52-07-MAI-2021</b>	15 000	10 200
<b>2-juil.-21</b>	<b>GQ 1300000817 BTA-52-02-JUIL-2021</b>	15 000	8 000
<b>9-juil.-21</b>	<b>GQ 1300000825 BTA-52-09-JUIL-2021</b>	15 000	10 935
<b>06-août-21</b>	<b>GQ 1300000833 BTA-52-06-AO UT-2021</b>	15 000	15 000
<b>27-août-21</b>	<b>GQ 1300000841 BTA-52-27-AO UT-2021</b>	15 000	15 000
<b>3-sept.-21</b>	<b>GQ 1300000858 BTA-52-03-SEPT-2021</b>	20 000	15 000
<b>24-sept.-21</b>	<b>GQ 1300000866 BTA-52-24-SEPT-2021</b>	30 000	23 182
		<b>305 000</b>	<b>240 122</b>

Tableau 26 : Titres publics émis (en millions FCFA)

<b>septembre 2020-septembre 2021</b>		Montant emi	Montant Mobilisé
<b>3-sept.-21</b>	<b>GQ1300000858 BTA-52-03-SEPT-2021</b>	20 000	15 000
<b>24-sept.-21</b>	<b>GQ1300000866 BTA-52-24-SEPT-2021</b>	30 000	23 182
<b>8-oct.-21</b>	<b>GQ1300000874 BTA-52-08-OCTO-2021</b>	30 000	23 182
<b>15-oct.-21</b>	<b>GQ1300000882 BTA-52-15-OCTO-2021</b>	15 000	8 200
<b>29-oct.-21</b>	<b>GQ1300000890 BTA-52-29-OCTO-2021</b>	20 000	2 600
<b>12-nov.-21</b>	<b>GQ1300000908 BTA-52-12-NOVE-2021</b>	20 000	11 191
<b>26-nov.-21</b>	<b>GQ1300000916 BTA-52-26-NOVE-2021</b>	30 000	9 228
<b>10-déc.-21</b>	<b>GQ1300000924 BTA-52-10-DECE-2021</b>	20 000	9 809
<b>21-janv.-22</b>	<b>GQ1300000932 BTA-52-21-JANV-2022</b>	15 000	15 000
<b>4-févr.-22</b>	<b>GQ1300000940 BTA-52-04-FEVR-2022</b>	15 000	15 000
<b>11-mars-22</b>	<b>GQ1300000957 BTA-52-11-MARS-2022</b>	15 000	15 000
<b>25-mars-22</b>	<b>GQ1300000965 BTA-52-25-MARS-2022</b>	10 000	9 100
<b>1-avr.-22</b>	<b>GQ1300000973 BTA-52-01-AVRI-2022</b>	20 000	13 435
<b>15-avr.-22</b>	<b>GQ1300000981 BTA-52-15-AVRI-2022</b>	15 000	15 000
<b>22-avr.-22</b>	<b>GQ1300000999 BTA-52-22-AVRI-2022</b>	15 000	15 000
<b>13-mai-22</b>	<b>GQ1300001005 BTA-52-13-MAI-2022</b>	15 000	12 000
<b>10-juin-22</b>	<b>GQ1300001013 BTA-52-10-JUIN-2022</b>	15 000	10 621
<b>1-juil.-22</b>	<b>GQ1300001021 BTA-52-01-JUIL-2022</b>	20 000	20 000
<b>9-juil.-24</b>	<b>GQ2J00000024 OTA -3 ANS 7% 09-JUIL-2024</b>	55 000	55 000
<b>30-juil.-25</b>	<b>GQ2K00000021 OTA -4 ANS 7% 30-JUIL-2025</b>	50 000	50 000
<b>27-août-25</b>	<b>GQ2K00000039 OTA -4 ANS 7% 27-AOÛT-2025</b>	70 000	21 164
<b>3-sept.-25</b>	<b>GQ2K00000047 OTA -4 ANS 7% 03-SEPT-2025</b>	55 000	31 732
<b>23-sept.-22</b>	<b>GQ1300001039 BTA - 52 BTA 23-SEPT-2022</b>	25 000	13 989
		<b>595 000</b>	<b>414 433</b>

